ISSN 0024-7650

M 6189 - 1134 - 8,00 F
3796189008001 11340

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 134 - 9 mars 1990 - prix : 8 F

fichés, recensés, censurés...

A L'OUEST C'EST LA LIBERTE... SURVEILLEE !

Fichés, recensés, censurés...

À L'OUEST C'EST LA LIBERTÉ... SURVEILLÉE !

Au départ, personne n'avait rien contre le recensement national de la population qui vient de commencer, au contraire. Qu'un pays moderne dispose de statistiques économiques et sociales fiables sur sa population, c'est après tout la moindre des choses. Un fonctionnement véritablement démocratique de la société ne pourrait pas exister sans des données exactes sur l'état de sa population.

Mais le début du recensement est mal tombé : en pleine affaire sur l'informatisation des fichiers de la police politique, les «Renseignements Généraux» (les RG) comme on l'appelle en France. Et ça a rendu tout le monde un peu méfiant ! A la télévision, les journalistes ont essayé de rassurer la population, en expliquant que toute garantie était donnée sur l'anonymat des renseignements que nous allons donner aux agents recenseurs.

C'est probable. Mais on ne peut s'empêcher de penser que les renseignements collectés par les RG sont beaucoup mieux protégés de la curiosité légitime de la population que les renseignements de la statistique nationale ne le sont de la curiosité malsaine de la police !

L'affaire sur les fichiers des RG a démarré la semaine dernière, à propos de la parution d'un décret qui légalisait l'informatisation de ces renseignements (origine raciale, opinions politiques, syndicales et religieuses, etc.). Devant les protestations, Rocard a retiré le décret. Mais, décret ou pas, la police politique s'est toujours passée d'autorisation officielle pour collecter et aujourd'hui informatiser tous les renseignements qu'elle veut avoir, pour des buts inavouables.

* * *

Les RG sous leur forme actuelle ont été mis en place en 1941, avec Pétain, sous l'occupation allemande ! En 1944, sous le gouvernement de De Gaulle, ils ont été gardés tels quels, et une loi a même officialisé leur rôle dans la collecte des informations d'ordre politique, social et économique. On est paraît-il en démocratie, mais la police politique est aujourd'hui la descendante directe de celle qui sévissait sous Vichy. Aujourd'hui, les dossiers des RG contiennent des fiches informatisées sur 400 000 personnes environ, plus des fiches manuelles sur 600 000 personnes !

Rocard, Mitterrand et Chirac parlent de liberté et de transparence pour les pays de l'Est. Ils la pratiquent beaucoup moins ici.

On nous en dit plus ici sur la Securitate roumaine ou le KGB soviétique que sur les RG français.

De la même façon, la télévision nous en montre beaucoup plus sur ce qui se passe en Roumanie, en RDA, ou même au Caucase ou ailleurs..., que sur ce qui se passe depuis quinze jours dans les ex-colonies françaises d'Afrique, où la jeunesse et la population contestent les dictatures en place. Il faut dire que l'armée et la police de Côte-d'Ivoire, du Gabon et du Sénégal sont encadrées par des «conseillers» militaires français.

Quant à Mitterrand, avec l'accord de Chirac, il est plus préoccupé de sauver ce qui peut être sauvé de ces régimes dictatoriaux, à la solde des banquiers et des industriels français, que de soutenir ceux qui là-bas luttent pour la liberté et la justice ! C'est ainsi que la semaine dernière le gouvernement français a expulsé de France un opposant au dictateur du Gabon.

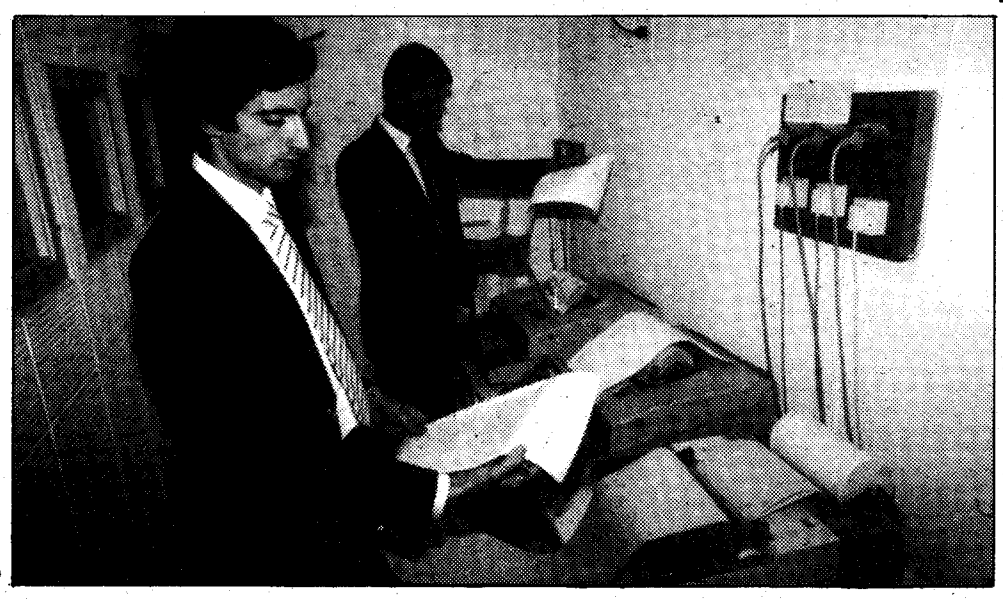
* * *

Alors, c'est quoi cet Etat français qu'on dit démocratique ? Un appareil occulte qui surveille clandestinement les libertés en France, et qui protège ouvertement les dictatures en Afrique...

Oui, il reste bien des révolutions à faire !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Informatisation des fichiers policiers :



Sidler-Gamma

AVEC OU SANS DÉCRETS, LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RENSEIGNENT...

Le 27 février Rocard signait deux décrets autorisant le service de police des Renseignements Généraux à inscrire sur leur fichier des mentions d'opinions politiques, d'appartenance syndicale, de race, etc. Sans doute pensait-il que cela passerait comme une lettre à la poste, d'autant que la CNIL, la Commission nationale de l'informatique et des libertés, avait revu le projet et donné son accord. Mais la publication des textes, dans le *Journal officiel* du 1er mars a déchaîné un tollé assez général, y compris dans la classe politique. A l'exception de Le Pen et de Pandraud, personne n'a osé défendre ouvertement ce «fichage» de la population.

Et même Pasqua s'offrit le luxe de rappeler à l'ordre le gouvernement au nom du respect de la démocratie !

Devant cette levée de boucliers, le même Rocard, qui avait signé le projet, a préféré battre en retraite. Le Premier ministre a expliqué lui-même qu'il a pris sa décision d'annuler les décrets dix minutes avant de prendre la parole, le 3 mars, à une réunion de la Fédération socialiste des Yvelines. Le décret était en effet inopportun, juste avant le congrès du PS... Et lorsqu'on demanda à Rocard s'il ne craignait pas de se déjuger en annulant des textes qu'il venait juste de signer, il répondit, selon le journal *Le Monde* : *«Je m'en fiche...»*, ce qui est certainement le mot qui convient !

LES RG RECENSENT LES SUJETS DE MÉCONTENTEMENT

Les Renseignements Généraux ont pour fonction d'informer les autorités sur toutes les personnes pouvant *«porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique»* ainsi que celles *«exerçant une influence sur les situations politique, économique et sociale»*. Avec une définition aussi extensive, beaucoup de monde peut un jour ou l'autre faire l'objet d'un fichage par les RG... Si l'on en croit la CNIL (mais est-elle correctement informée ?) il y aurait 440 000 fiches individuelles déjà informatisées aux RG ainsi que 600 000 fiches manuelles. En tout donc un million de fiches, soit environ 2 % de la population.

Cela veut dire que sont fichés, très largement, les militants syndicaux et politiques, les indépendantistes locaux, les politiciens et leurs petites amies, ceux qui ont été un jour à une manifestation politique, etc., bref tout ce qui à un moment ou à un autre peut tomber sous la main d'un «RG». La Commission «informatique et libertés» prétend être une garantie contre l'utilisation «abusive» du fichier. Mais la seule garantie serait de dissoudre le corps des Renseignements Généraux et de brûler le fichier ! D'autant plus que la situation politique peut changer. La police sous l'occupation allemande n'était-elle pas la même que sous le Front Populaire ? Et elle s'est servie des mêmes fichiers qui existaient déjà. Les gouvernements passent, la police reste, avec ses fichiers.

CE QUI LES FICHIER...

A y regarder de près, la plupart de ceux qui pourfendent le projet protestent non contre l'existence du fichage lui-même, mais contre l'informatisation de certains renseignements, voire simplement contre la «maladresse» que constitue la reconnaissance officielle du fichage.

Rocard a reculé, mais en même temps il a prévenu : *«C'est un chantier qu'il nous faudra reprendre»*. Et Jacques Fauvet, ex-directeur du *Monde* recasé comme président de la CNIL, vexé que son projet ait été écarté, a déclaré : *«On ne s'en sortira pas sans un second décret qui ressemblera au premier comme un frère»*. Nous sommes prévenus : ils vont remettre ça.

Et en attendant ? Eh bien Rocard a répondu : *«Nous ferons comme tout le monde, avec une police qui travaillera sans règle officielle»*. La police continuera à rassembler les renseignements qui lui conviennent de la manière qui lui convient, à la main ou sur bandes magnétiques d'ordinateur. En attendant que les membres de la CNIL, en toute hypocrisie, remettent en chantier un nouveau décret.

André VICTOR

Congrès du PS

JOSPIN OU FABIUS, PASSIONNANTE QUESTION

Avant le congrès socialiste de Rennes, c'est maintenant la dernière ligne droite et les nerfs sont tendus. La première manche du tiercé a eu lieu dimanche 4 mars, avec le vote dans la plupart des fédérations socialistes.

Pour l'instant la "motion Fabius", avec 29,95% des mandats, bat d'une courte encolure la "motion Mauroy-Jospin" qui en a recueilli 29%. La "motion Rocard" reste derrière avec 24,2%. Quant aux autres motions, leur résultat n'est pas un (ch)evènement : 7,67% pour le ministre de la Défense, 7,37% pour Poperen...

Mais tous ces résultats restent encore provisoires, puisque la région parisienne devait voter seulement le dimanche 11 mars. Alors le suspense restait ouvert sur les résultats et, à n'en pas douter, la vente de fausses et vraies cartes et la chasse aux mandats le restaient aussi, du moins en Ile-de-France. Après quoi une nouvelle période de suspense s'ouvrira : au congrès de Rennes, y aura-t-il ou non "la synthèse" entre les deux ailes du "courant mitterrandiste" : les courants Jospin et Fabius ?

Qu'est-ce qui sépare à vrai dire ces différents courants ? Qu'y a-t-il dans les motions ? De toute évidence ça n'intéresse personne au Parti Socialiste et même les leaders des courants en question ne perdent pas une minute à l'expliquer. La course est ouverte, tout simplement, pour savoir qui sera le candidat du PS à la prochaine présidentielle. Même si celle-ci n'est prévue que pour 1995, c'est maintenant qu'il faut s'assurer le contrôle de l'appareil du PS et il n'est donc pas trop tard pour se lancer au galop.

En quoi tout ça peut-il intéresser la population et le "peuple de gauche" que d'ici quelque temps on conviera de nouveau aux urnes, on se le demande. Pendant ce temps, le PS gouverne et c'est édifiant. La politique anti-ouvrière du gouvernement Rocard ressemble comme une sœur à celle du gouvernement Fabius, qui elle-même était la copie exacte de celle du gouvernement Mauroy qui elle-même reproduisait exactement, sous une appellation "de gauche", la politique des gouvernements de droite...

Alors, au tiercé du PS, on gagne à tous les coups l'austérité et le blocage des salaires. Comme quoi il vaut encore mieux encourager la race chevaline que cotiser au Parti Socialiste.

A. F.

LE TEMPS DES INITIÉS

En deux semaines, l'action Peugeot a gagné 18% à cause des rumeurs de mariage avec Fiat ou Toyota. Le mariage n'aura peut-être pas lieu, mais les "initiés" possesseurs d'actions s'en mettent plein les poches en quelques jours. Bien plus que ceux qui travaillent toute l'année chez Peugeot ou Fiat.

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur l'Impérialisme au 20e siècle :

LE JAPON PEUT-IL REMPLACER LES ETATS-UNIS ?

VENDREDI 16 MARS A 20 H 30

Salle de la mutualité

24, rue Saint-Victor à PARIS (5e). Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F

LE PICHON RÂLE

Le vice-amiral Le Pichon, du cadre de réserve (s'il était d'active il l'aurait sans doute fermée...), est amer. Il a donc fait quelques vagues.

Dans une réunion qui rassemblait quelques dizaines de diplomates, militaires et autres "décideurs", il a vivement dénoncé le *"lobby militaro-industriel"* qui fait passer ses intérêts propres avant ceux de la Défense : *"Alimentées par des budgets gigantesques sans grandes retombées économiques réelles sur la vie quotidienne, les industries de l'armement ont leur finalité propre qui n'a parfois que peu de rapports avec l'intérêt militaire des matériels qu'elles fabriquent".*

"Ce qui compte, à la limite, c'est le chiffre d'affaires, d'où des matériels inutilement sophistiqués et invraisemblablement coûteux".

Et il a stigmatisé la décision du ministre de la Défense, qui, pour protéger Dassault (qui ne sera pas prêt à fournir un avion pour l'aéronavale avant 1997), a décidé d'attendre ; ce qui revient, a déclaré le vice-amiral à *"priver les porte-avions français de défense aérienne pour des années".* Il proposait, en attendant, d'acheter des F-18 américains, ce que Dassault verrait évidemment assez mal...

Ce Le Pichon n'est pas n'importe qui. Il a commandé l'aéronavale dans l'océan Indien, et en Méditerranée. Il vient d'être chargé par Chevènement d'animer une mission "Innovation" au sein du ministère de la Défense. Il s'agit sans doute d'une erreur tactique de Chevènement, car Le Pichon ne donne pas précisément raison à son ministre... Et malgré une longue carrière sous l'uniforme - ou à cause d'elle ? - Le Pichon n'a rien compris. A quoi sert donc l'armée si ce n'est pas à faire faire du profit aux industriels ?

Nul doute que Chevènement, qui est un connaisseur, saura apprendre à Le Pichon, à l'avenir, qu'il faut "fermer sa gueule" quand les intérêts de Dassault et quelques autres sont en jeu.

Pas besoin de sortir de Saint-Cyr pour comprendre cela !

A. V.

LA PAIX !

Catastrophe : la mode étant au désarmement, les commandes d'engins de mort baissent dangereusement. On parle de 40% en moins en 1989.

Vite des conflits ! des guerres ! des génocides ! Sinon Dassault va devoir se reconvertir dans les tondeuses à gazon...

LES PEUPLES AFRICAINS CONTRE LES DICTATURES... SOUTENUES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Côte d'Ivoire, Gabon, Niger, Bénin, l'agitation continue dans ces anciennes colonies de l'impérialisme français. Jeunes des écoles et des quartiers pauvres manifestent contre les dictatures qui les oppriment et les rançonnent, au bénéfice des sociétés et des banques étrangères, mais aussi au passage en engraissant quelques privilégiés locaux, ministres et leurs familles et autres membres des maffias de l'appareil d'Etat, qui alimentent leurs comptes en Suisse pendant que leurs peuples manquent de tout.

"Houphouët voleur," "A bas Bongo" etc., ces cris parviennent jusqu'ici, bien que peu d'images télévisées, peu d'informations soient diffusées en France. On donne plus facilement la parole aux tyrans ou à leurs sbires, et il faut dire que cela n'est pas toujours à leur avantage, en dépit de ce qu'ils en attendent.

Quand Houphouët-Boigny dit qu'il n'y a pas un seul milliardaire en Côte d'Ivoire, ou que son ambassadeur à Paris explique que le chef de l'Etat ne peut révéler le prix de la cathédrale qu'il a fait construire dans son village à Yamoussoukro, car c'est un cadeau au pape et qu'on ne laisse pas l'étiquette sur un cadeau, Houphouët ne convainc certainement ni de sa légitimité, ni de son honnêteté.

Quand Omar Bongo, dans une interview au *Figaro*, déclare que les manifestants de "Libreville" - un nom prédestiné - n'ont pas crié *"A bas Bongo"* et déclare à propos de Pierre Mamboundou qui a été expulsé par Joxe : *"En France vous êtes marrants... quand un voleur arrive à Paris et qu'il dit qu'il est un opposant à Bongo, vous lui donnez tout de suite la carte de réfugié politique"*, cela en dit long sur la façon dont le dictateur gabonais voit la vie politique dans son fief.

Mais ces marionnettes qui font fonction de chefs d'Etats dans les anciennes colonies françaises, que seraient-elles sans la volonté des gouvernements et de l'Etat français ?

C'est sans vergogne que les autorités françaises, le ministre de l'Intérieur Joxe, le Premier ministre Rocard, ont tenté de justifier l'expulsion de Mamboundou inventant une histoire de complot à dormir debout, avec des "barbouzes", des hommes d'affaires français et belges, un général de réserve français, visant à assassiner Omar Bongo, tout en prétendant que le chef du soi-disant complot, Mamboundou, avait *"manqué au devoir de réserve" !*

Comme si s'exprimer sur les médias français contre un dictateur, c'était évident qu'il s'agissait d'un délit passible d'expulsion. Qu'est-ce qu'il aurait fallu alors en expulser comme étudiants chinois, lors du "printemps de Pékin" !

Quand il s'agit de l'Afrique il n'y a plus de "droits de l'homme", ni de "démocratie" qui tiennent pour nos politiciens, qu'ils soient de gauche ou qu'ils soient de droite.

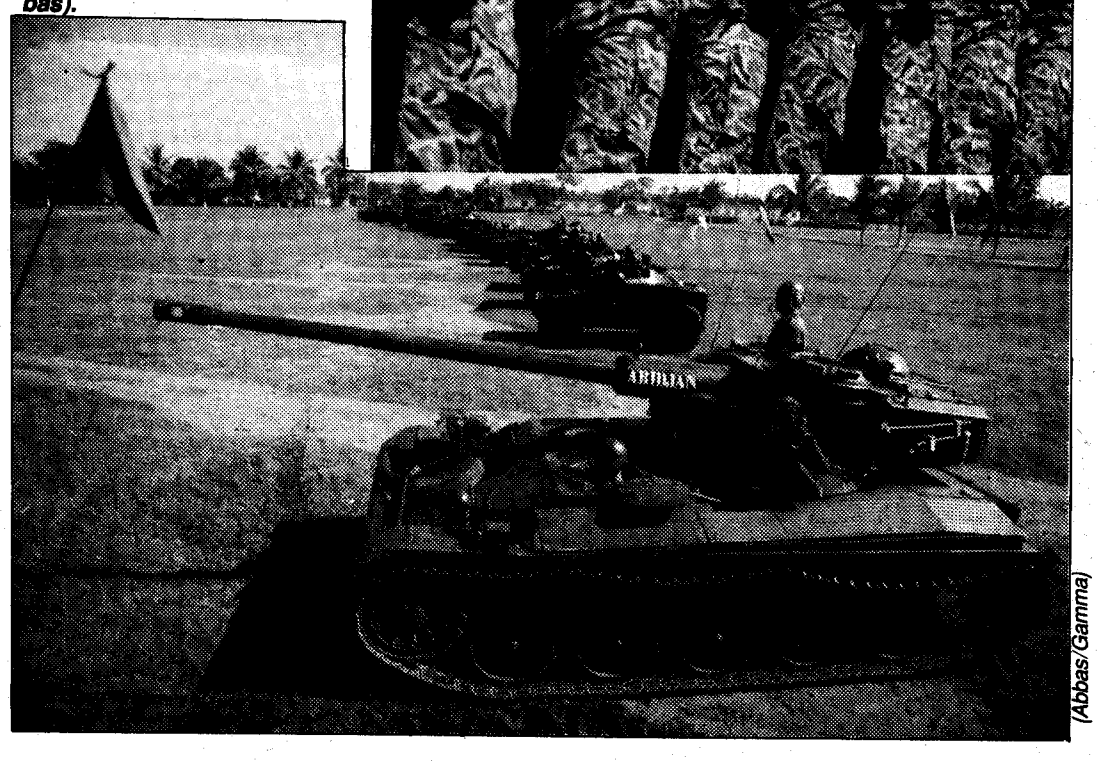
Le seul des ministres qui ait protesté contre l'expulsion de l'opposant gabonais - le secrétaire d'Etat à "l'action humanitaire", Bernard Kouchner - l'a fait en termes pour le moins modérés, se déclarant *"choqué"*, il a quand même précisé qu'*"il ne faut pas mettre d'huile sur le feu et que la situation en Afrique est très difficile en raison des troubles actuels"*. Et il s'est bien gardé de démissionner.

Quant à Chirac, lui qui avait déjà déclaré que le multipartisme n'est pas valable pour l'Afrique, il a récidivé, disant qu'en Afrique *"il y a un grand nombre de tribus. Le grand effort c'est de rassembler tous ces gens. Dès que vous envisagez la création de partis, vous avez un parti par tribu"...* Alors pour "ces gens-là", les politiciens des gouvernements français, c'est "vive les dictatures africaines". Leur démocratie à eux, leur sens des "droits de l'homme", c'est bon pour les pays de l'Est mais surtout pas pour ceux du Sud. Car il faut bien que les bourgeois dont ils défendent les intérêts puissent continuer à les piller et à les opprimer.

L. G.

(Loubat/Gamma)

C'est la France qui a formé, encadré, souvent financé la plupart des armées de ses anciennes colonies, comme celle du Gabon (en haut) ou celle de la Côte d'Ivoire (en bas).

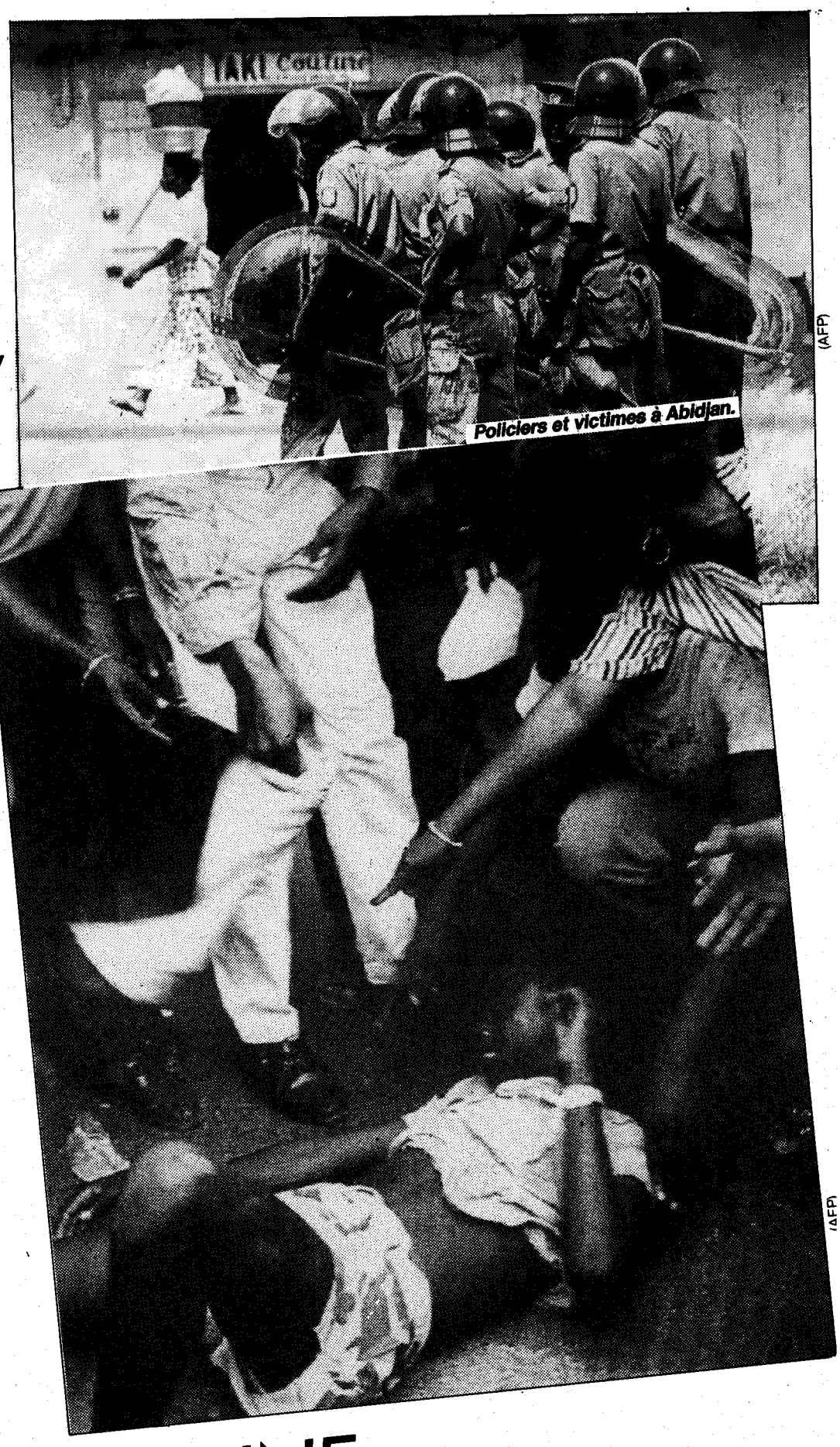


(Abbas/Gamma)

Côte-d'Ivoire

LES ÉMEUTES CONTRE HOUPHOUËT-BOIGNY

Depuis que les manifestations contre le gouvernement ivoirien ont commencé à la fin du mois dernier, les rues d'Abidjan sont quadrillées par les forces de l'ordre. Citant son maître à penser en matière de maintien de l'ordre en Afrique, feu le maréchal français Lyautey, le président Houphouët-Boigny a expliqué, dans sa conférence de presse lundi 5 mars, qu'il *"faut savoir montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir"*.



Policiers et victimes à Abidjan.

(AFP)

(AFP)

Les coups de matraque sur les manifestants sont évidemment là pour ajouter à la démonstration ; d'autant que le président ivoirien a tenu à préciser : *"Entre le désordre et l'injustice, je choisirai l'injustice"*. Un choix que le maréchal français, au temps des colonies, n'aurait pas non plus désapprouvé.

C'est que les manifestations contre le régime, commencées au début de la semaine précédente par des manifestations d'étudiants, se sont amplifiées en fin de semaine, entraînant d'autres couches de la population, bien plus dangereuses pour le régime. Vendredi 2 mars dans le quartier résidentiel et universitaire de Cocody, les jeunes des lycées et collèges sont à nouveau descendus dans la rue, mais à leur suite c'est dans tous les quartiers populaires d'Abidjan que des manifestants ont déferlé, criant *"Houphouët, démission !"*, *"Houphouët, corrompu !"* Dans un des quartiers les plus peuplés d'Abidjan, Youpougon, des jeunes manifestants ont lancé des cocktails Molotov contre les forces de l'ordre et dressé des barricades.

Dans ce climat, le chef de l'Etat ivoirien a jugé plus prudent de reporter la réunion du Conseil national du parti (le parti unique) qui devait annoncer les nouvelles mesures d'austérité prévues, comportant notamment une baisse de 15 à 40% des salaires des fonctionnaires et une ponction par l'Etat de 10% sur les salaires des enteprises privées. Ce qui ne veut pas dire bien entendu que le gouvernement ivoirien renonce à ces mesures, mais qu'il préfère pour l'instant marquer le pas.

Olivier BELIN

LES BONNES AFFAIRES DE LA BOURGEOISIE IVOIRIENNE... ET FRANÇAISE

Les causes profondes des émeutes d'Abidjan sont bien entendu la misère grandissante et la politique d'austérité menée depuis des années, alors que la petite minorité de privilégiés du régime vit dans un luxe indécent (le même d'ailleurs ni plus ni moins que celui des colons français passés, ou toujours présents, de Côte d'Ivoire), et a placé sa fortune en Suisse ou ailleurs. Houphouët-Boigny le premier.

Sans parler des colossales dépenses de prestige du président, dont l'immense basilique construite sur le modèle de Saint-Pierre de Rome dans le village de naissance d'Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, et que le dictateur ivoirien aimerait inaugurer entre gens du grand monde avec la présence du pape.

Au point que même le journal *Le Figaro* se sentait obligé de souligner, mardi 6 mars, la corruption du régime ivoirien, parlant des *"villas climatisées et des pelouses de la petite classe dirigeante enrichie sur le dos de l'Etat"*, que l'on trouve à Cocody, le quartier résidentiel d'Abidjan... Et le journal suggère que ces fortunes ont été bâties notamment grâce aux emprunts de l'Etat ivoirien dont on demande aujourd'hui le remboursement à la population, ou en puisant dans la Caisse de stabilisation des cours qui pendant les années de prospérité de l'agriculture ivoirienne prélevait la moitié des revenus agricoles, et qui s'est retrouvée vide au moment où, lors de l'effondrement des cours, les agriculteurs auraient dû normalement en bénéficier. Les 200 000 planteurs ivoiriens de cacao ont vu en particulier, au cours de l'année 1989, le prix d'achat de leur cacao baisser brutalement de moitié.

Mais ce que bien entendu la presse française dit moins, c'est à quel point les intérêts de *"la petite classe dirigeante du pays"* sont étroitement liés aux intérêts de la la bien plus puissante, et encore bien plus riche classe dominante française qui s'engraisse de la commercialisation des richesses de l'agriculture ivoirienne, de ses forêts, son café et son cacao, et dont les entreprises ont tiré de plantureux profits, des grands travaux que leur a commandés le président ivoirien au temps où ses caisses étaient pleines. Toute une partie des conseillers du président ivoirien ou responsables d'entreprises d'Etat ne sont rien d'autre d'ailleurs que des ingénieurs ou hommes d'affaires français.

Le vieux dictateur ivoirien, à la tête de l'Etat et du parti unique depuis 30 ans, qui à 85 ans s'accroche toujours au pouvoir, est d'ailleurs lui-même l'un des meilleurs héritiers africains de la bourgeoisie française, et l'un des meilleurs élèves de sa "démocratie". Car Houphouët-Boigny a fait ses classes de gouvernant dans la classe politique française : élu dans les années cinquante comme député apparenté au parti de centre-gauche que dirigeait à l'époque Mitterrand, il a été ensuite ministre dans six gouvernements français, sous la Quatrième République comme sous De Gaulle en 1958-1959 ; et il n'a quitté son fauteuil de ministre français que pour prendre celui de Premier ministre, puis de président de la République de Côte d'Ivoire, dès l'indépendance de ce pays en 1959.

La bourgeoisie française a confié ainsi les rênes de la Côte d'Ivoire ainsi indépendante à l'un de ses plus fidèles serviteurs. Rien d'étonnant que 30 ans après elle en protège encore la dictature.

BÉNIN

LA BANQUEROUTE DU RÉGIME DE MATHIEU KÉRÉKOU

Le Bénin - l'ancien Dahomey de l'époque coloniale française - ne faisait pas partie des régimes africains officiellement pro-occidentaux que les tenants de l'impérialisme aimaient à citer en exemples pour leur prétendue "démocratie politique" comme le Sénégal, ou leur "miracle économique" comme la Côte-d'Ivoire.

Sous la direction du général Mathieu Kérékou (formé en France, à l'Ecole de guerre, en son jeune temps), installé au pouvoir en 1972 grâce à ses blindés, ce petit pays entrait dans la catégorie des régimes se réclamant officiellement du "marxisme-léninisme", comme le Burkina Faso ou le Congo - la "voie socialiste" y ayant été lancée en 1974...

Mais, en réalité, la différence ne résidait qu'au niveau de la phraséologie de rigueur, et quand on voit comment le régime a pu changer de peau en un tournemain, on mesure comme elle était superficielle. La République du Bénin n'est désormais plus "populaire", même en titre. Sa Loi fondamentale en vigueur a été abrogée, le gouvernement a démissionné. Dans la même foulée, le général Kérékou s'est pourvu d'un nouveau Premier ministre qui est un ancien administrateur de la Banque mondiale. Un symbole.

Les problèmes du Bénin, sans grandes ressources (le coton), sont les mêmes que ceux des autres pays de l'Afrique de l'Ouest où la situation est explosive aujourd'hui. L'économie n'est qu'un réseau de dettes et de trafics : les entreprises publiques, le petit secteur privé, doivent aux banques d'Etat, qui doivent aux banques internationales... La quasi-totalité des entreprises publiques sont en faillite, toutes les banques sont en règlement judiciaire. Depuis des mois, des grèves prolongées paralysent les administrations car l'Etat ne paie plus ses fonctionnaires ; il ne verse plus non plus les bourses aux étudiants et il leur a fait savoir par une circulaire qu'il n'est plus question de les recruter à la fin de leurs études.

Le scénario est tout à fait analogue dans tous ces pays, et pour les mêmes raisons. Car la pseudo "voie socialiste", la propagande officiellement destinée à *"promouvoir l'épanouissement d'une culture nationale authentique, démocratique et populaire"*, n'ont jamais empêché le pillage en règle. Le secteur privé détiendrait d'ailleurs en compte, dans les banques du Togo voisin (on a la Suisse qu'on peut !), l'équivalent du budget annuel de l'Etat.

La faillite n'est donc pas pour tout le monde, et elle n'est pas non plus, on peut le penser, pour un certain nombre d'intérêts privés français, intéressés par exemple dans les travaux d'extension du port de Cotonou...

Christiane LE GUERN

MAROC

LE CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ D'AMNESTY INTERNATIONAL

Sa Majesté est offensée. C'est par une page entière qu'Hassan II a répondu dans *Le Monde* aux accusations d'Amnesty International qui, dans un rapport publié le 20 février dernier, et dont la presse française n'a pourtant publié que de courts extraits, dénonçait *"les arrestations arbitraires, la détention prolongée au secret, les enquêtes incomplètes sur la torture et les décès en garde à vue qui ne font que favoriser la torture et les mauvais traitements systématiques infligés aux personnes, les prisonniers politiques dont certains sont des prisonniers d'opinion détenus pour l'exercice non-violent de leurs droits fondamentaux..."*

Alors Sa Majesté s'offusque. Comment, alors qu'il a pris la peine de recevoir des représentants d'Amnesty International, qu'il leur a affirmé que le Maroc est un pays démocratique puisqu'il a adhéré à des tas d'organismes de droits de l'homme, Amnesty International ose maintenir ses accusations ? Hassan II qui s'est baptisé *"Commandeur des croyants"* est un monarque absolu. Son pouvoir ne saurait être ni contesté ni critiqué, puisqu'il n'est ni élu ni éligible. Il ne tolère des partis politiques au Maroc que dans la mesure où ils acceptent cette loi première, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même devant un parterre servile et complaisant de journalistes et d'hommes politiques venus dans son palais l'encourager lors d'une récente *Heure de Vérité* à la télévision française.

Mais le Maroc n'est pas pour autant une dictature policière, qu'on se le dise. Et si des opposants meurent sous la torture ou en garde à vue ou des suites d'une grève de la faim (cela, le roi ne le conteste pas vraiment), c'est bien la preuve que ce sont des ennemis du *Commandeur des Croyants* qui ne cherchent qu'à ternir la bonne réputation de son régime. Lui qui est même classé dans les "démocraties naissantes" par le journal *Jeune Afrique*.

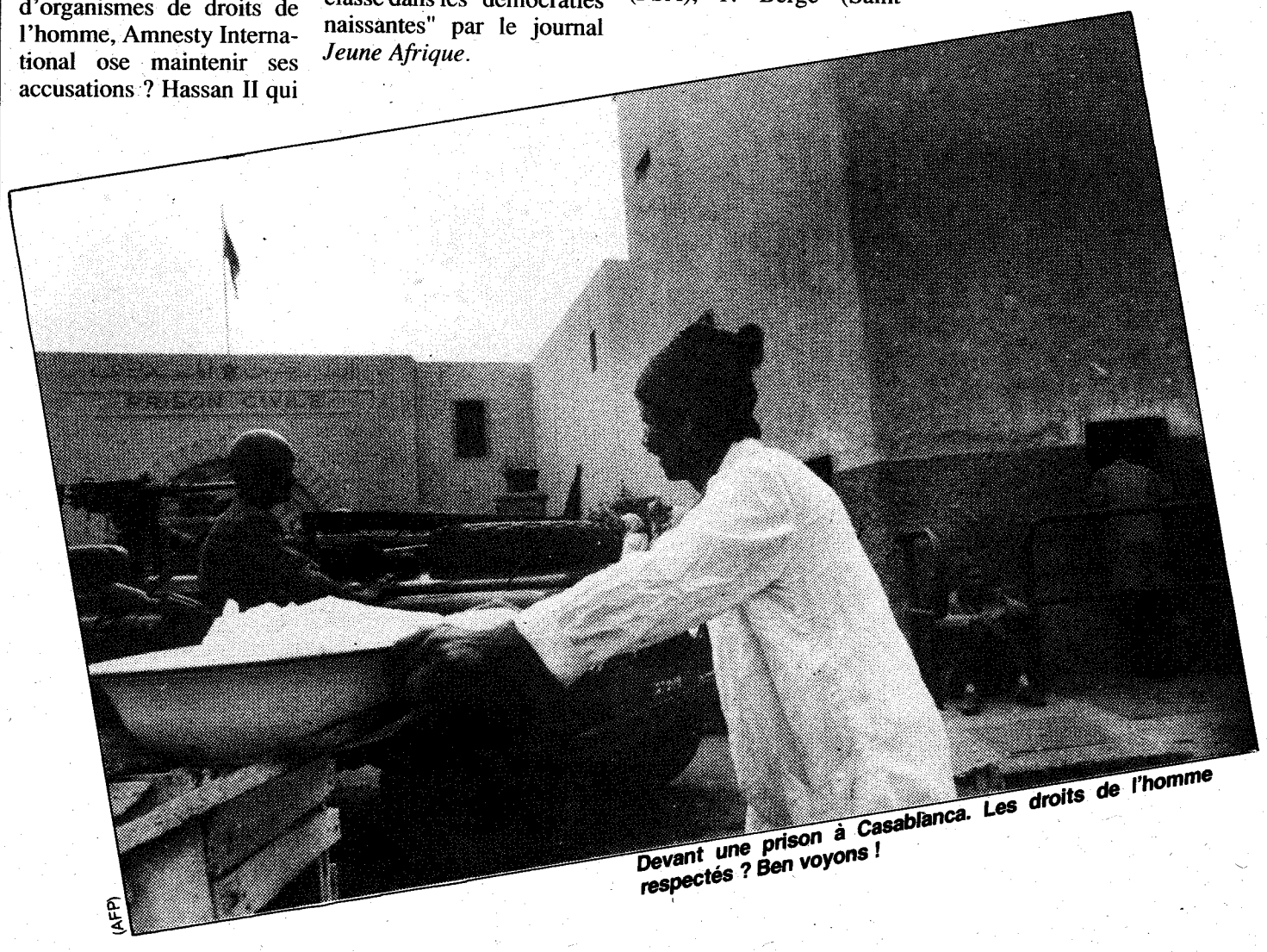
Ce n'est pas qu'une affaire de simple étiquette. Il y a d'importantes retombées économiques à la clef. Si Hassan II veut pouvoir continuer à vendre ses produits sur le marché européen, il lui faut son brevet de démocratisme, cela pour concurrencer les productions espagnoles ou grecques dont les régimes se sont payé une façade parlementaire depuis maintenant plus de dix ans.

Sinon à quoi sert d'avoir obtenu de l'enthousiaste Jack Lang que la France célèbre en grande pompe en 1990 l'*Année du Maroc*, destinée à mettre en valeur les *"richesses culturelles du royaume chérifien» !* A quoi sert que, sous le patronage de Michel Jobert, des intellectuels réputés "démocrates" tels Edmonde Charles-Roux ou Tahar Ben Jelloun, Jacques Berque, E. Leroy-Ladurie... se soient associés à des capitaines d'industrie comme G. Trigano (Club Méditerranée), J. Calvet (PSA), P. Bergé (Saint-Laurent), ou encore A. Gomez (Thomson) pour vanter la culture et la civilisation chérifienne ! Tout cela pour redorer le blason d'une monarchie qui en 1984 écrasait dans le sang des émeutes pour le pain !

A quoi sert ce baril de miel si Amnesty International y rajoute sa cuiller de goudron ? A quoi sert la monarchie absolue si elle ne peut pas étouffer tout à fait les protestations de quelques intellectuels étrangers installés à Londres ? Encore un coup de la perfide Maggie !

Car, pour le roi il n'est évidemment pas question de vider les prisons du royaume. Non, il a tout simplement acheté une page dans le journal *Le Monde*. Pour obtenir son brevet de défenseur des droits de l'homme, il ne reste plus au *Commandeur des Croyants* qu'à s'adresser à Dieu-Mitterrand, il paraît que c'est un connaisseur !

Cécile BERNIER



(AFP)

Devant une prison à Casablanca. Les droits de l'homme respectés ? Ben voyons !

COUP D'ÉTAT AU CISKEI (AFRIQUE DU SUD)

UNE BRÈCHE DANS LE SYSTÈME DES BANTOUSTANS

Une brochette de militaires a renversé, sans coup férir, dimanche 4 mars, le «président à vie» du Ciskei, ce bandoustan fabriqué et décrété «indépendant» en 1981 par Pretoria. Le président du nouveau pouvoir militaire, le général Josh Gqozo s'est déclaré partisan de l'unité de l'Afrique du Sud, autrement dit de l'intégration du Ciskei à cet Etat sud-africain qui promet de se débarrasser de l'Apartheid.

Ce général n'est pas spécialement un homme neuf. Chef des services de renseignements des forces de défense du Ciskei, il était jusqu'au début de l'année attaché militaire de Pretoria. De là à penser que ce putsch a été directement téléguidé par les services secrets de Pretoria, il n'y a qu'un pas, mais il est possible aussi que Gqozo ait mis à profit la nouvelle situation créée par l'ouverture de négociations entre De Klerk et l'ANC pour jouer sa carte personnelle.

Le Ciskei est un bandoustan, c'est-à-dire l'un de ces Etats fantoches, mis en place par le régime sud-africain, dans le cadre de sa politique dite de *«développement séparé»* (= Apartheid) qui consistait à refouler bon nombre de Noirs dans des réserves, promues Etats indépendants. Système qui faisait ainsi des Africains des étrangers dans leur propre pays, l'Afrique du Sud, et permettait de maintenir la domination exclusive des Blancs sur le pays et ses richesses.

Mais le Ciskei, création sud-africaine, n'a été reconnu par aucune grande puissance ni par l'ONU. Et depuis, le tournant opéré par l'impérialisme américain et l'impulsion donnée par Bush à la recherche d'un règlement négocié en Afrique du Sud entre les partisans de la domination exclusive des Blancs et les organisations noires – qui s'est traduit récemment par la reconnaissance de l'ANC et la libération de Mandela – ne pouvaient qu'amener le gouvernement sud-africain à reconsidérer sa politique de création de pseudo-Etats africains indépendants à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Le gouvernement sud-africain a changé d'interlocuteurs, maintenant il discute avec l'ANC. Alors, ses ex-«bons Noirs», les chefs africains béni-oui-oui du système d'Apartheid qui leur avait permis de devenir des petits chefs d'Etats, sont en passe, aujourd'hui, d'être lâchés par Pretoria ; certains n'attendent pas d'en arriver là et à l'instar de ce qu'on voit dans les pays de l'Est, prennent les devants.

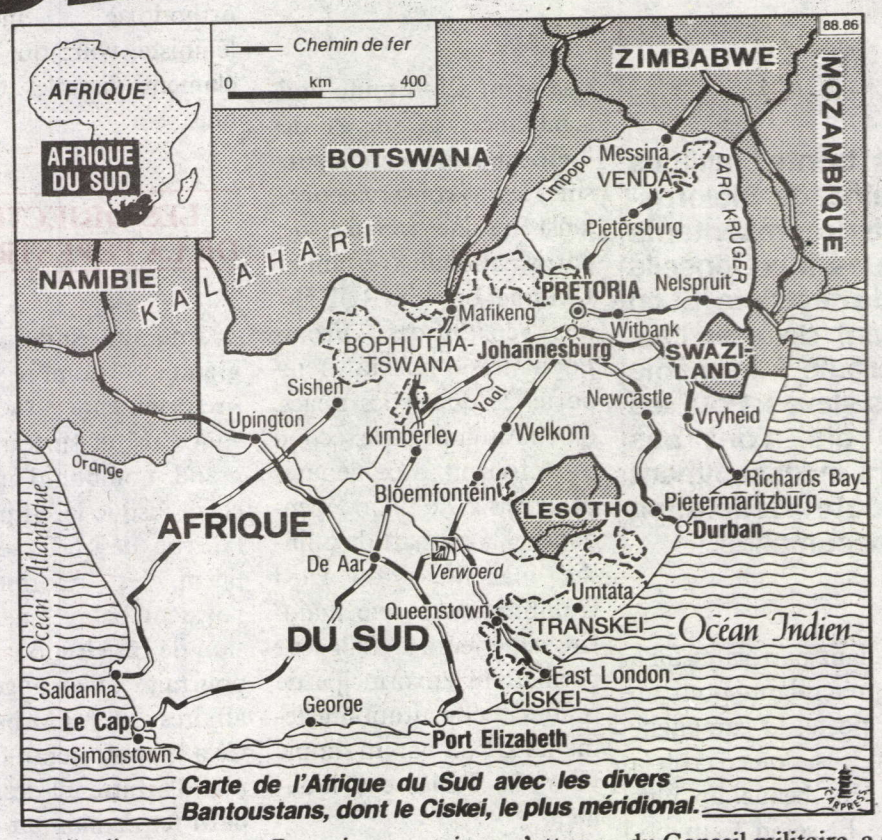
Déjà au Transkei, un autre bandoustan, un autre général, Bantu Holomitza, chef du Conseil militaire, a ouvert une brèche en annonçant en septembre dernier (c'est-à-dire peu après l'arrivée de De Klerk au pouvoir) son intention d'organiser un référendum pour le rattachement de son «Etat» à l'Afrique du Sud. Effectivement la fin de la politique d'Apartheid ne peut que vouloir dire, à terme – quelles que puissent être les réticences de certains Blancs – la même citoyenneté pour tous les habitants d'Afrique du Sud, Noirs ou Blancs, et donc la réunification politique de l'Afrique du Sud.

On n'en est pas encore là, mais une telle modification de la situation politique ne peut qu'inciter certains dirigeants africains, certains groupes de militaires (a fortiori s'ils ont été élevés dans le sérail de Pretoria et offrent de ce point de vue toutes les garanties au pouvoir blanc) à faire montre d'un peu d'indépendance, surtout s'ils s'avèrent aptes à contrôler le mouvement.

Lors de sa première apparition publique, le nouveau chef du Ciskei était encadré des responsables locaux du mouvement anti-Apartheid, cependant que dans la foule flottaient les drapeaux de l'ANC. Seulement les manifestations de liesse populaire soulevées par l'annonce de la chute du dictateur Lennox Leslie Wengaba Sebe ont tourné à l'émeute. Pour les jeunes, pour les pauvres (pour la plupart condamnés au chômage et parqués dans les bidonvilles de ce ghetto noir qu'est le Ciskei), la fin de la dictature, cela n'a pas de sens si ce n'est aussi la fin des symboles insolents du luxe du dictateur mais aussi de ses riches amis sud-africains. Et ils se sont attaqués aux magasins et aux hôtels de luxe. Le général Josh Gqozo a, semble-t-il, été quelque peu débordé par les manifestations populaires. S'il a du crédit à Pretoria, il ne dispose peut-être pas du même au Ciskei... Au point que le gouvernement sud-africain a dépêché, dans la journée même, plusieurs unités de soldats et de policiers anti-émeutes chargées de protéger ses intérêts sur le territoire.

Les dirigeants de Pretoria discutent peut-être de mettre fin à l'Apartheid qui sépare les Blancs des Noirs, mais à condition que cela reste entre gens de bonne compagnie, entre bourgeois et notables blancs ou noirs. L'Apartheid social, celui qui vise à tenir à l'écart le petit peuple des prolétaires, n'est pas négociable, il ne doit pas être mis en cause : l'armée et la police sud-africaine y veillent la matraque à la main, aux quatre coins du territoire, Ciskei compris.

Cécile BERNIER



Carte de l'Afrique du Sud avec les divers Bantoustans, dont le Ciskei, le plus méridional.

MAURITANIE-SÉNÉGAL

VIOLENCES, ASSASSINATS, SPOLIATIONS

Boudin / Gamma

Ould Taya, le dictateur mauritanien.

Une lettre de lecteur

La tension persiste entre la Mauritanie et le Sénégal, à la suite de la politique de ces deux gouvernements africains qui cherchent à détourner contre le peuple voisin le mécontentement de leurs peuples. Un lecteur nous a fait parvenir son témoignage.

«A la mi-février, deux jeunes femmes ont été arrêtées et emprisonnées à Waly, en Mauritanie. Ces deux jeunes femmes, d'origine mauritanienne, étaient parties chercher des vivres à Barkewy au Sénégal. En effet, du fait de la corruption des régimes impopulaires de Ould Taya et de Diouf, du conflit imposé à deux peuples que rien ne sépare sinon une frontière fictive, une pénurie alimentaire sans précédent sévit des deux côtés du fleuve. Les populations riveraines s'entraident.

Ces deux jeunes femmes, à leur retour, se sont fait arrêter par les forces de l'ordre à la solde du raciste Ould Taya. Non contentes de cette arrestation, ces forces de l'ordre se sont permis de provoquer les villageois de Waly. Deux personnes audacieuses leur ont intimé l'ordre d'arrêter les provocations. Les forces de l'ordre se sont alors ruées sur ces deux personnes et les ont battues à mort. Voilà ce dont sont capables les sbires d'Ould Taya...

Par ailleurs, les terres qui appartenaient aux villageois de Waly, Toulel et Sangué ont été confisquées. Ces terres vont être exploitées par une entreprise étrangère et celle-ci commence déjà à recruter la main-d'œuvre locale à raison de 350 francs (français) par mois, salaire de misère !

Refusons le développement de ces latifundia à la brésilienne ! Refusons d'entrer dans le jeu de ces gouvernements illégitimes ! Nous formons tous un seul peuple, le peuple des travailleurs.

Un lecteur mauritanien

Elections locales et régionales

GORBATCHEV NON-CANDIDAT... MAIS GAGNANT QUAND MÊME

Dimanche 4 mars, cent trente millions d'électeurs de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie étaient conviés à élire des représentants aux Parlements des Républiques, aux Conseils municipaux, et aux Conseils de quartiers. Et en Lituanie, le premier tour ayant déjà eu lieu, c'est le second qui s'est déroulé à la même date que dans les républiques slaves. Pour les autres républiques d'URSS qui n'ont pas encore voté, leur tour viendra incessamment et d'ici la mi-avril, c'est dans toute la fédération que les élections auront été accomplies.

Au moment où nous écrivons, on ne connaît pas encore les résultats définitifs de ce dimanche 4 mars. Ni en ce qui concerne le taux de participation, ni en ce qui concerne la répartition des sièges à pourvoir. Ces élections étaient attendues – au moins des observateurs politiques – pour savoir si elles allaient donner lieu ou pas à un *«grand coup de balai»* parmi les bureaucrates déjà en place, si elles allaient ou pas faire place à plus de «réformateurs» que de «conservateurs», si Gorbatchev allait trouver ou pas l'appui recherché dans l'appareil renouvelé, lui permettant d'aller de l'avant dans les réformes qu'il a engagées, ou au contraire s'il ne se trouverait pas contraint à faire machine arrière et à composer.

DES CANDIDATURES MULTIPLES

L'originalité de ces élections, par rapport aux précédentes pour les mêmes assemblées, c'est que cette fois-ci il pouvait y avoir des candidatures multiples et non plus une candidature unique. Cela avait déjà été le cas un an auparavant lors de l'élection du Soviet Suprême de l'URSS, pour laquelle on avait pu assister à une campagne animée.

Si cette fois aussi, les candidatures étaient multiples, allant parfois jusqu'à vingt prétendants pour un même poste, la campagne électorale, si l'on en croit la presse, fut beaucoup plus morne. Et selon les hypothèses émises, cela pourrait être en grande partie dû au fait que, bien souvent, les électeurs ne pouvaient guère distinguer ce qui différenciait les candidats entre eux, du moins, surtout en Russie même, où ils étaient tous du Parti Communiste, ou presque, qu'ils soient «conservateurs», «réformateurs-radicaux», voire «écologistes».

Car si en URSS des pas importants ont été faits vers le multipartisme, si celui-ci existe même déjà de fait pratiquement partout, et formellement dans les républiques périphériques où des «Fronts Populaires» se sont constitués et participent directement aux élections sous leur bannière, en Russie même on n'est pas encore sorti du stade de la constitution de fractions au sein du seul Parti Communiste. Cela ne change pas grand-chose dans les faits, mais il faut le reconnaître, cela n'a pas dû faciliter la compréhension et la clarté pour les électeurs.

«RÉFORMATEURS» ET «CONSERVATEURS»

D'après les premiers résultats, ces élections marqueraient selon toute vraisemblance, le succès des «réformateurs - radicaux» sur les «conservateurs», ainsi qu'une montée des partis nationalistes, tant en Ukraine où le «RUKH», une version des «Fronts Populaires», pourrait remporter le quart des sièges, qu'en Lituanie où le second tour fournit aux députés partisans de l'indépendance – la plupart du Sajudis, mais aussi du Parti Communiste – une majorité supérieure à 2/3, leur permettant en principe de quitter constitutionnellement l'URSS par un simple vote du Parlement lituanien.

C'est dans ce contexte que doit intervenir tout prochainement le 12 mars, l'élection du président de la République de l'URSS par son parlement – élection pour laquelle postule le seul Gorbatchev pour le moment – en attendant que dans quatre ans, cette élection se déroule au suffrage universel, conformément aux dernières modifications constitutionnelles qui viennent d'être adoptées.

Certes dans ce qu'on nomme les «réformateurs-radicaux», parmi lesquels se range Eltsine, député de Moscou, qui vient de se faire élire à plus de 80 % dans une circonscription de l'Oural, il y a des nuances sur l'interprétation de la «perestroïka» et sur le degré de soutien à son promoteur Gorbatchev. Cela va de l'inconditionnalité totale à la méfiance la plus affichée. On peut constater de la même façon symétriquement, que parmi les «conservateurs», il peut y avoir aussi des nuances de taille, entre ceux qui prônent le retour à la Russie des Tsars, l'antisémitisme, ou ceux qui se disent les garants d'une prétendue orthodoxie marxiste-léniniste, voire qui se proclament disciples de Staline.

LES OBJECTIFS DE LA PERESTROÏKA

Toujours est-il que si un grand nombre de «réformateurs - radicaux» sont élus, et surtout si un grand nombre d'apparatchiks jusque-là en place, à l'inertie desquels se heurtaient les réformes, se voyaient balayés à l'occasion de ces élections, ça ne pourrait qu'arranger les affaires de Gorbatchev. Cela le conforterait dans le rôle d'arbitre au-dessus du parti (et demain au-dessus des partis) auquel il aspire.

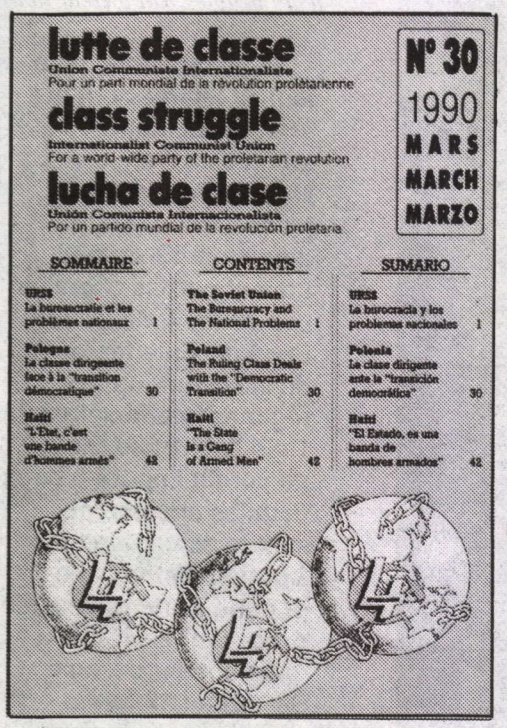
Quant aux objectifs de Gorbatchev et de la bureaucratie réformatrice qu'il incarne, ils n'ont plus grand-chose de mystérieux. La *Pravda* a publié la *«Plateforme des Réformateurs-Radicaux»*, et celle-ci est révélatrice à plus d'un point de vue. Ils se disent implantés dans cent villes et treize des républiques d'URSS sur quinze. Leur plateforme prétend réviser ce qui est caractérisé comme des *«représentations dogmatiques»*, parmi lesquelles sont rangées pêle-mêle *«la mission historique de la classe ouvrière»*, *«la possibilité d'un pouvoir populaire sans pluralisme politique»*, *«la primauté des intérêts collectifs sur ceux de l'individu»*, et le document fait l'apologie du parlementarisme.

Cette plateforme répond clairement aux aspirations de l'intelligentsia petite-bourgeoise numériquement nombreuse en URSS. C'est ainsi qu'à l'issue de ces élections, des professeurs, des médecins, des intellectuels, remplaceront de faux ouvriers ou de faux kholkoziens.

Cette petite bourgeoisie dispute aujourd'hui leurs places à des «apparatchiks» prétendument «prolétariens», et met en lumière son ambition de s'insérer aux différents niveaux du pouvoir, ainsi que son ambition de faire fonctionner l'Etat plus conformément à ses intérêts de classe.

Louis GUILBERT

Shone / Gamma



LUTTE DE CLASSE N° 30

de mars 1990

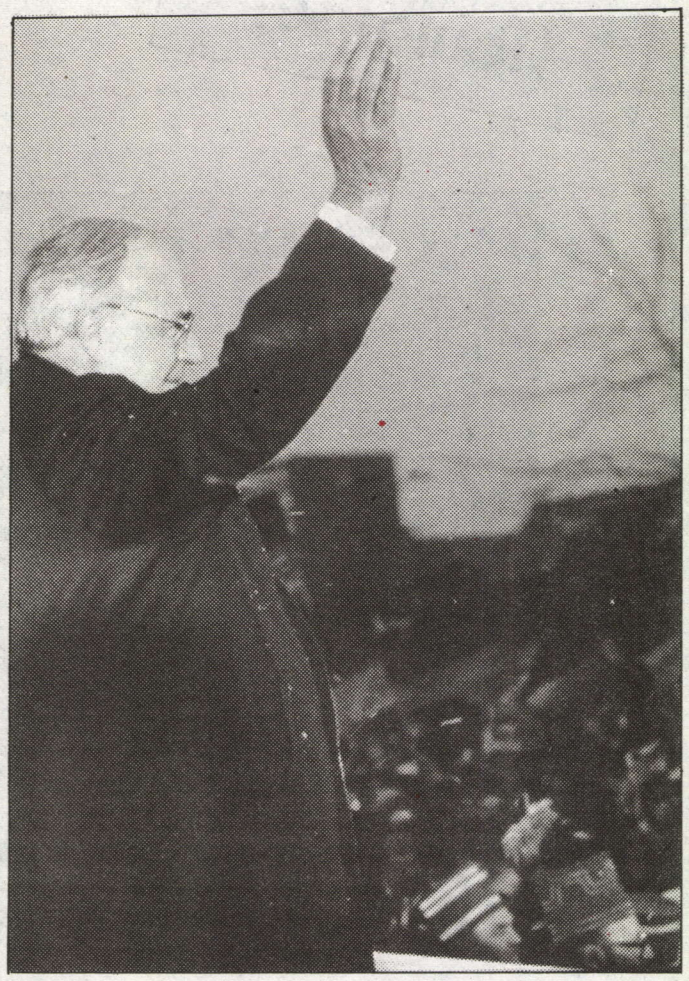
est parue

Au sommaire :

– URSS : la bureaucratie et les problèmes nationaux.
– Pologne : la classe dirigeante face à la *«transition démocratique»*.
– Haïti : *«l'Etat, c'est une bande d'hommes armés»*.

AVANT LES ÉLECTIONS DU 18 MARS

La campagne pour les élections législatives générales du 18 mars prochain bat son plein en RDA. Mais on ose tout juste parler encore de RDA : les affiches et programmes qu'on voit, les candidats qu'on entend sont celles et ceux des filiales des grands partis ouest-allemands, CDU de Kohl et SPD de Lafontaine-Brandt. Les orateurs en campagne qui amènent le maximum de monde à des meetings de rue sont les dirigeants politiques de l'Ouest en personne, qui n'en sont pas à leur première tournée : près de 200 000 supporters (record d'affluence, si l'on en croit la grande presse bourgeoise) pour Kohl le jeudi 1er mars à Karl-Marx-Stadt (que *Le Figaro* a déjà rebaptisé «Chemnitz» !) ; près de 100 000 pour Willy Brandt (président d'honneur du SPD de l'Ouest comme du SPD de l'Est !), sous la pluie battante le 4 mars à Weimar. Ici comme là, applaudissements frénétiques.



Helmut Kohl à Karl-Marx-Stadt.

LES GRANDS PARTIS DE L'OUEST EN CAMPAGNE À L'EST

La campagne électorale de RDA est celle que se mènent la CDU et le SPD avec les moyens matériels de l'Ouest, véhicules publicitaires, moyens d'impression et papier des affiches et tracts... L'«Alliance pour l'Allemagne», le regroupement politique de RDA lié à la CDU de Kohl, placarde les murs de ses affiches tricolores noir-rouge-jaune, avec comme slogan favori «*Wohlstand statt Sozialismus*» (le bien-être plutôt que le socialisme) ou autres formules comme : «*Socialisme et communisme, plus jamais ça !*». Les sociaux-démocrates, eux, servent un brouet de formules vantant une grande Allemagne sociale, qui apporterait à l'Europe la paix et la prospérité (capitalistes !). Et ces deux grands appareils se mènent les guerres qu'ils peuvent. Comme ils ne divergent sur la réunification qu'en ce qui concerne ses modalités (elles-mêmes déterminées par des considérations strictement politiciennes en vue des élections générales de décembre 1990 en RFA), ils se chamaillent sur leur passé. C'est à qui aura le plus indigne ! La CDU reproche publiquement aux sociaux-démocrates d'avoir de trop bon gré fusionné avec les communistes (staliniens) pour créer le SED à la fin de la guerre, et d'avoir gouverné avec eux pendant quarante ans. Les sociaux-démocrates crient à la calomnie et rétorquent que les partis de droite ont fait «bloc» avec le SED et ont collaboré 40 ans avec lui...

Le parent pauvre de cette campagne – tout arrive – c'est à coup sûr le SED (rebaptisé PDS). Son leader, l'avocat Gysi, n'a réuni tout récemment que 3 000 personnes sur une place de Leipzig (et 500 ensuite dans une salle). Inutile de dire qu'il n'est pas aidé par l'Ouest, et des sondages le créditent de moins de 5 à 6 % des suffrages !

Il y a aussi d'autres petites formations, qui disent se situer plus à gauche (regroupées entre autres sous le sigle d'une «Gauche Unie») et vouloir un socialisme que la RDA n'a jamais connu. Elles se font l'écho dans leur campagne de la crainte légitime et diffuse de la population de la RDA, dont sa classe ouvrière, de ne pas touver que des avantages à l'annexion économique par le capital ouest-allemand. Mais autant qu'on puisse en juger, elles n'aident pas beaucoup les travailleurs à cerner les dangers pour leur classe ou les chances à saisir du fait des possibilités d'organisation démocratique supérieures pour se défendre.

Elles évoluent surtout dans une partie de l'intelligentsia qui a vécu à l'ombre du régime, et s'accrochent à la défense de la «souveraineté de la RDA», une formule politique démocratique bourgeoise qui, dans le contexte actuel, sur le terrain «démocratique» déjà tellement labouré par les grandes formations de l'Ouest, ne semble pas avoir la moindre efficacité.

UNE CLASSE OUVRIÈRE DANS L'INCERTITUDE

Alors les plus pauvres, les travailleurs de RDA restent avec leurs espoirs – illusoires ou pas – et leurs interrogations. La réunification, et en l'occurrence la réintroduction généralisée des capitaux ouest-allemands (avec l'unification monétaire qui se prépare), apportera-t-elle de meilleurs salaires, un réel redémarrage industriel... mais avec quel réel chômage ? Les maigres avantages sociaux qui existaient en RDA seront-ils préservés ? Même si dans un premier temps, la réforme monétaire se fait sur la base de l'échange 1 (Mark Est) contre 1 (Mark Ouest) – alors qu'au marché noir, c'est 1 contre 5 à 10 –, les prix ne vont-ils pas ensuite flamber ? Et les loyers ? D'anciens propriétaires de maisons, immeubles ou terrains vivant maintenant à l'Ouest reviennent aujourd'hui au volant de leurs grosses voitures pour dire bonjour, plus ou moins aimablement, et tenter de faire l'inventaire de leurs anciens «biens». Ne vont-ils pas faire prévaloir avec succès leurs anciens titres de propriété ?

Ce sont toutes ces questions que les travailleurs se posent, sur fond cependant de l'envie de voir enfin réalisée la réunification, ne serait-ce que par lassitude de vivre cette période transitoire où il semble que tout s'effiloche : des voisins et amis continuent à partir pour l'Ouest ; le Mark-Est se brade par liasses entières, en pleine rue, au vu et au su de tous...

Ceux qui ont des idées, des espoirs, voire des idéaux sincères de justice et d'égalité, n'ont manifestement pas de représentation politique. Ou pas qui sache se faire entendre et peser. Et ce n'est pas chose facile dans le contexte général d'OPA gigantesque de la RFA sur la RDA.

LA MACHINE INFERNALE DE LA LIGNE "ODER-NEISSE"

Alors c'est Kohl et ses jeux d'équilibriste sur la ligne Oder-Neisse qui tient la vedette. Aux dernières nouvelles, il se serait engagé à en faire voter le respect au parlement ouest-allemand, avant d'en faire décider l'intangibilité par les instances d'une future Allemagne réunifiée. CDU et SPD sont déjà en campagne pour les élections générales de décembre prochain, et se livrent du coup à des jongleries politiciennes dont la fameuse frontière occidentale de la Pologne n'est qu'un des truchements.

Kohl envisage en fait, dès que les élections en RDA du 18 mars prochain seront passées (et en fonction probablement d'un résultat qui ne lui serait pas trop défavorable), de proposer aussitôt la réunification, pour faire du succès de celle-ci son meilleur argument électoral pour la campagne générale de la fin de l'année. C'est dans ce cadre que la réforme monétaire se prépare pour le début juin ou juillet, très probablement, et qu'est lancée aussi l'idée d'une réunification institutionnelle par application de l'article 23 de la Loi Fondamentale de la RFA, article qui permet l'adhésion pure et simple de la RDA ou de certains de ses «Länder» à l'actuelle RFA, pour peu qu'elle soit demandée.

Les sociaux-démocrates de leur côté, qui ne sont pas au pouvoir à la différence de la CDU (même s'ils gagnent probablement du terrain dans les deux Allemagnes), n'ont pas les moyens, évidemment, de faire de leur politique un slogan électoral. Alors ils disent vouloir une évolution vers la réunification plus lente, plus réfléchie, par étapes, une évolution qui ne se ferait pas à la hussarde et ménagerait les alliés d'Europe... Et ils proposent entre autres la discussion d'une véritable nouvelle constitution de l'Allemagne réunifiée. Mais ce ne sont là que des mots, des phrases électorales, des leurres.

SOUS LA DOMINATION DU CAPITAL ET DE SES GRAND PARTIS, RIEN DE BON À ATTENDRE...

Cela dit, l'affaire de la ligne Oder-Neisse est significative, à bien des égards. Kohl, en laissant entendre que le redécoupage de l'Europe et de l'Allemagne, décidé par les Grands Brigands de l'Ouest et de l'Est au lendemain de la guerre, pourrait bien être remis en question, a volontairement excité le nationalisme allemand. Et il existe évidemment. Il a d'ailleurs aidé les dirigeants polonais à exciter de leur côté le nationalisme polonais. Qui existe aussi ! Et parce que le système capitaliste et impérialiste secrète le chauvinisme et la xénophobie, il n'a pas fallu exciter beaucoup, de part et d'autre, pour que les plus folles divagations fleurissent.

Parce que, bien sûr, de part et d'autre de toutes ces frontières taillées dans la chair des peuples (à la fin d'une guerre... comme pour mieux préparer la prochaine), il y a des réactionnaires, des gens qui ne peuvent imaginer un changement que par un retour au passé, le pire soit-il. Et tout le vieux fatras des revendications territoriales possibles est réapparu... sur fond d'articles sur les dangers de la Grande Allemagne, parce que le peuple allemand et le sang teuton qu'il a dans les veines seraient un danger en soi !

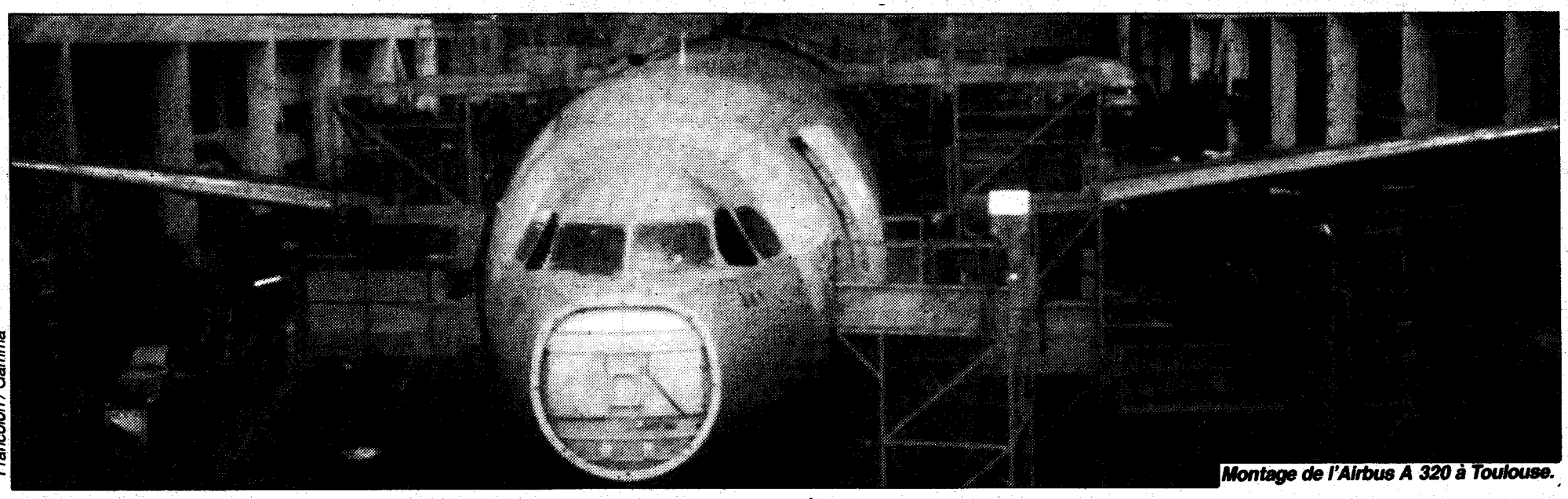
La ligne Oder-Neisse ne sera peut-être jamais franchie. Mais des nationalismes sont réveillés, volontairement exacerbés par les dirigeants du monde occidental, de RFA, de Pologne ou d'ailleurs, qui savent que de toute façon, c'est toujours un instrument utilisable contre les peuples, toujours un exutoire possible pour détourner les consciences des travailleurs et leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

La ligne Oder-Neisse est un problème plus imaginaire qu'autre chose aujourd'hui. Très rares sont ceux qui en revendiquent sérieusement le déplacement. Mais les politiques de classe des Etats d'Europe, elles, existent bel et bien et ont partout à s'accentuer : davantage d'austérité, davantage de sacrifices, une démocratie de plus en plus surveillée pour les travailleurs. Alors, même si la ligne Oder-Neisse n'existait pas, les responsables de ces maux, les Kohl, comme les Mazowiecki... comme les Gorbatchev ou les Mitterrand, sauraient la réinventer. Celle-là et bien d'autres Dantzig !

Michelle VERDIER

Aérospatiale (Toulouse)

SE BATTRE CONTRE LES ALLEMANDS



Francolon / Gamma

Montage de l'Airbus A 320 à Toulouse.

OU CONTRE LES PATRONS ?

Vendredi 2 mars, le Conseil de surveillance de Airbus Industrie (qui regroupe Aérospatiale pour la France, British Aerospace pour l'Angleterre, Deutsch Aerospace pour l'Allemagne, CASA pour l'Espagne) a décidé d'une nouvelle répartition des tâches entre les industriels allemand et français. Le futur A 321, version allongée de l'A 320, sera assemblé et équipé (trains d'atterrissage, moteurs, aménagement intérieur) à Hambourg. En contrepartie, les futurs A 330 et A 340 seront assemblés et équipés à Toulouse.

Cette décision a entraîné une hostilité unanime du monde politique et syndical (à l'exception, il est vrai, du Parti Socialiste), où chacun rivalise avec l'autre en matière de chauvinisme. Dans cette débauche de déclarations nationalistes voire guerrières, FO qui est le syndicat majoritaire dans les usines Aérospatiale de Toulouse (8 400 salariés) est parfois doublée sur sa droite par la CGT et le PCF, qui, à cette occasion, se voient concurrencés sur un de leurs thèmes favoris : *«la politique d'abandon national»*...

Des choix de rentabilité dans la guerre économique contre Boeing et Mac Donnel Douglas

A l'heure actuelle à Toulouse, une chaîne assemble les Airbus A 300, A 310, A 300-600, l'autre chaîne les A 320. C'est-à-dire que les voilures fabriquées en Angleterre, certains tronçons ou éléments fabriqués soit en Allemagne, soit à Nantes-Saint-Nazaire, soit en Espagne... sont amenés à Toulouse pour y être assemblés, équipés des trains d'atterrissage, des moteurs. Les avions qui sortent de chaîne sont alors peints, puis passent aux Essais en Vol, puis vont à Hambourg pour l'aménagement intérieur.

Selon les dires de Deutsch Aerospace, cette façon de faire serait longue et coûteuse. Ainsi, d'après certaines études, l'assemblage et l'aménagement intérieur en un seul endroit permettrait d'économiser 1,8 million de francs pour un A 300 qui en vaut 400 millions. De même, l'assemblage et l'aménagement intérieur en un seul endroit devrait permettre, selon Deutsch Aerospace, de réduire à 40 jours par appareil le cycle d'assemblage, à raison de 10 avions par mois sur deux lignes parallèles. A l'heure actuelle, à la cadence de 6,5 avions par mois, il faut 83 jours pour mener à bien l'assemblage d'un A 321. A la fin 1991, à la cadence de 10 par mois, ce cycle devrait passer à 65 jours. Mais il est de 43 jours chez Boeing, à la cadence de 14 Boeing 737 par mois.

Les chiffres de Deutsch Aerospace furent un temps critiqués par le PDG de l'Aérospatiale, lorsque celui-ci était opposé au projet d'installer une chaîne A 320/A 321 à Hambourg. C'était en septembre 1989. Aujourd'hui, il est pour que la chaîne A 321 soit à Hambourg, la chaîne A 320 restant à Toulouse.

La demande des industriels allemands n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées. Car dans le consortium Airbus Industrie, ils sont peut-être partenaires mais ils restent néanmoins concurrents, et les profits sont considérables.

Cela dit, il semble donc qu'ils se soient entendus pour se donner des moyens supplémentaires pour faire face à la concurrence internationale, en particulier Boeing. C'est du moins de cette manière que le PDG d'Aérospatiale a justifié sa volte-face.

Et puis, cet accord permettra peut-être plus facilement la création d'une filiale commune Aérospatiale / Deutsch Aerospace, à majorité française et qui regroupera les activités hélicoptères des deux industriels.

UNANIMITÉ ET

Tous les syndicats ont hurlé au scandale devant cette décision et réclament *«l'A 321 à Toulouse»*. Le PCF, lui, ne fait pas de détail et exige *«Fabriquons tous les Airbus à Toulouse»*. Quant au maire de Toulouse, Dominique Baudis, il a décoré la mairie avec une énorme banderole : *«Airbus A 321, Toulouse avec Aérospatiale»*.

Cela dit, l'inquiétude des travailleurs de l'Aérospatiale est réelle. On l'a mesurée lorsque l'intersyndicale CFDT-FO-CGT-CFTC (constituée la semaine précédente) a appelé à un débrayage le jeudi 1er mars. Il y aurait eu 2 000 grévistes, et un millier de participants à la manifestation qui a suivi.

Cette inquiétude est bien sûr relative, car les seules menaces réelles qu'envisagent les syndicats, seraient pour dans 5 ans. L'emploi serait menacé alors, disent-ils, du fait de la concurrence de l'A 321 «allemand». En dehors de cela, la campagne chauvine des uns et des autres se déroule sur fond d'une autre campagne chauvine, celle contre la réunification allemande. Et dans certaines discussions, pas encore dans les tracts, il arrive qu'on reparle des «Boches» ou des «casques à pointe» qui seraient de retour.

Aérospatiale (Toulouse)

LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS DEMEURENT

Indépendamment de ces choix économiques, la direction de l'Aérospatiale n'a pas attendu pour s'en prendre aux travailleurs.

Comme pour l'ensemble des travailleurs du pays, les salaires sont bloqués.

Et tandis que la direction embauche quelques ingénieurs et techniciens (il y avait 1 957 ingénieurs et cadres soit 24 % de l'effectif en décembre 1989), sur les chaînes de montage, l'embauche se fait au compte-gouttes (en décembre 1989, il y avait 1 326 ouvriers). Pourtant les cadences de travail sont toujours en progression. Le résultat, ce sont les heures supplémentaires plus ou moins imposées par la maîtrise.

Sans compter les entreprises de sous-traitance qui se multiplient ; 1 500 travailleurs travaillent in-situ et leurs salaires sont plus bas que ceux de l'Aérospatiale. Sans parler des intérimaires qui seraient 500 environ à travailler à l'Aérospatiale.

C'est ce qu'ont rappelé dans les discussions quelques travailleurs de LUTTE OUVRIERE. Dans la manifestation, ils avaient des pancartes qui affirmaient : *«Non aux heures sup.». «Non aux emplois précaires». «Oui aux embauches». «1 500 F de plus pour tous».* Ces pancartes ont été beaucoup lues. Deux syndiqués CGT affirmaient même : *«Vous avez raison de le proclamer haut et fort car beaucoup ne veulent pas parler des revendications des travailleurs».* D'autres travailleurs, qui se réjouissaient que les syndicats étaient pour une fois unis, regrettaient qu'ils ne fassent rien sur les salaires.

Et il est vrai que ce n'est pas en rentrant dans le jeu de la concurrence que les capitalistes se font, A 321 ou pas, que les travailleurs peuvent se défendre. Il faut créer un rapport de force pour la satisfaction de nos revendications, en matière de salaires, d'emplois et de conditions de travail, et cela indépendamment des choix économiques de ceux qui dirigent l'«aéronautique française». Car quels que soient leurs choix, leur intérêt c'est de faire marner les ouvriers au moindre coût.

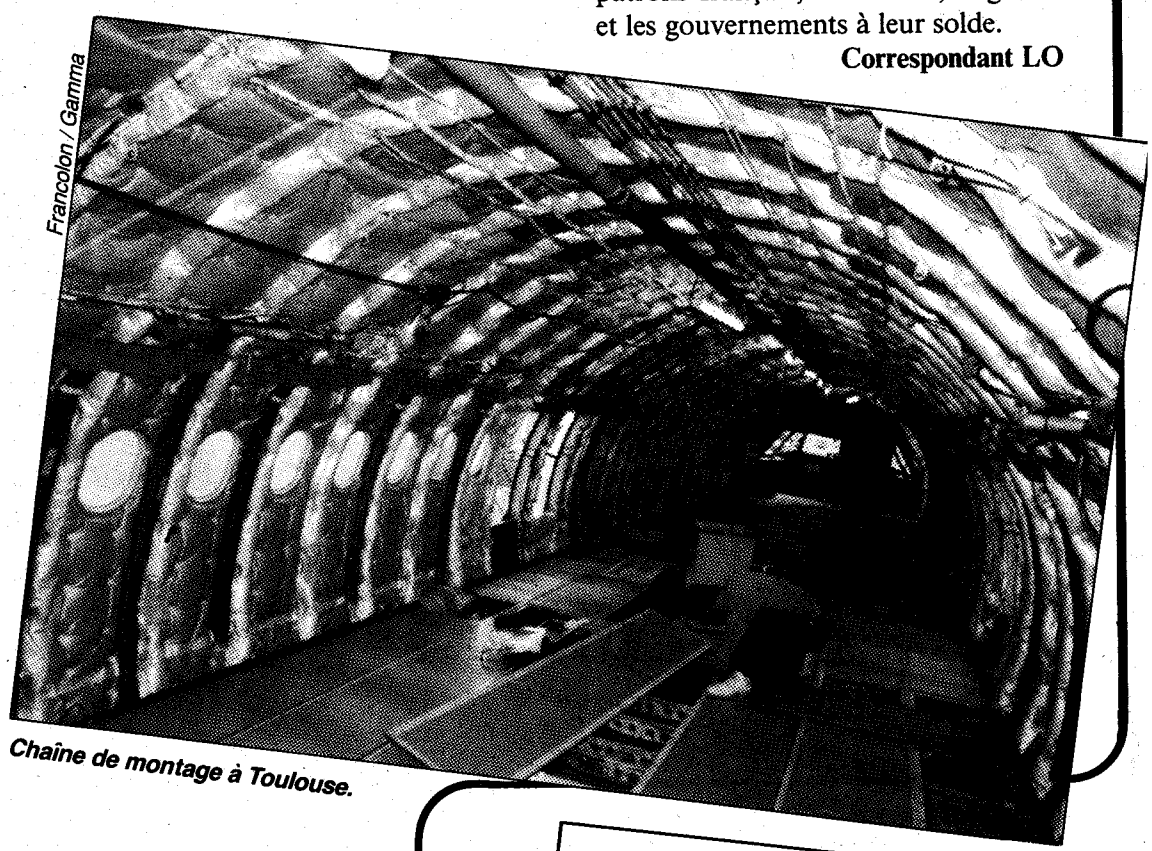
C'est sur ce seul terrain – la lutte pour leurs revendications – que les travailleurs pourront trouver des alliés efficaces parmi les autres travailleurs de la région toulousaine, mais aussi parmi les travailleurs de l'aéronautique en France, et pourquoi pas en Allemange, en Espagne ou en Angleterre.

Par-delà les frontières, les travailleurs ont les mêmes problèmes, les mêmes ennemis mais aussi les mêmes intérêts. Opter pour la défense de l'aéronautique française, c'est diviser les travailleurs en rentrant dans le jeu de la concurrence capitaliste.

Nous l'avons assez vu durant les 18 semaines qu'a duré la grève des ouvriers anglais de British Aerospace, pour la diminution de la durée hebdomadaire de travail. On a vu, à cette occasion, dans le climat chauvin autour de l'A 321, certains syndicalistes (FO, CGC, CFTC) intervenir contre les grévistes anglais qui *«risquaient de paralyser les chaînes de Toulouse».* On en a entendu dire même que ce serait le gouvernement anglais de Thatcher qui aurait poussé les grévistes à faire durer leur grève pour mettre en difficulté l'Aérospatiale et favoriser ainsi l'Allemagne!

Le chauvinisme, c'est un poison anti-ouvrier. Et il faut, il est urgent que les travailleurs sachent voir où sont leurs vrais amis et leurs réels ennemis : les patrons français, allemands, anglais... et les gouvernements à leur solde.

Correspondant LO


Francolon / Gamma

Chaîne de montage à Toulouse.

CONCERT CHAUVIN

Pourtant, l'Airbus est un avion européen, si on fait abstraction des fournisseurs américains pour l'électronique, les moteurs... Mais le fait qu'il soit assemblé à Toulouse le fait apparaître à beaucoup comme un produit exclusivement français, voire toulousain. Ce qui peut permettre à d'autres de s'écrier avec emphase : *«Toulouse devrait s'écrire avec deux ailes»* ou *«L'Airbus et son cassoulet».*

Le PCF n'est pas le dernier à chanter des cocoricos offensés. Il a édité des affiches et ses militants font circuler des pétitions dans les entreprises toulousaines, pour le maintien de l'A 321 à Toulouse.

Quant à la CGT, qui oublie pour l'occasion, sur l'usine, ses revendications en matière de salaires par exemple, elle a défilé avec des pancartes *«Avec l'A 321, contre le chômage», «Avec l'A 321, contre la précarité».*

La direction de l'Aérospatiale affirme que l'aménagement intérieur des A 330/A 340 entraînera la création de 500 emplois, alors que l'assemblage de l'A 321 à Toulouse, sur la chaîne A 320 aménagée, n'entraînerait que 150 emplois.

Face à cet argument, les syndicats dénoncent la perte d'un savoir faire, parce que les 500 emplois créés ne le seraient... que pour *«poser de la moquette»,* alors que l'assemblage, ce serait *«du travail noble»!* Etc. Or l'assemblage consiste essentiellement à poser des rivets et des boulons. Bonjour la noblesse !

Un nombre non négligeable de travailleurs est, sans nul doute, sensible à toute cette propagande. D'autant plus que c'est une entreprise industrielle privée, Daimler-Benz, qui vient d'acheter les activités aéronautiques allemandes et a créé Deutsch Aerospace. De là à penser que, petit à petit, c'est le grand capital allemand qui s'emparera de l'Aérospatiale (du moins, de sa division avions), entreprise nationale, il n'y a qu'un pas que franchissent allègrement les militants PCF dans leurs arguments.

C'est oublier qu'il y a belle lurette que l'Aérospatiale est la «vache à lait» pour le capital privé. Il n'est que de se rappeler la construction du Concorde, entreprise de prestige s'il en fut, qui n'a finalement servi qu'à remplir les caisses des industries privées. C'est oublier les groupes financiers avec lesquels elle passe des contrats.

Erratum

A propos du travail précaire

Notre article à propos du travail précaire, sur *"les obligations de l'employeur et les pouvoirs de contrôle des représentants du personnel"*, en page 9 de notre n° 1133 du 2 mars dernier, comportait une erreur.

Nous avons écrit en effet *"qu'un patron s'il met fin à un contrat précaire, n'a pas le droit de faire venir un autre travailleur intérimaire ou en CDD à son poste pendant une durée égale au tiers de la durée de présence du salarié partant"*, et il était précisé : *"dans le cas de remplacement"*.

En fait la précision était : *"en dehors des remplacements"*. En effet les missions de travail précaire motivées par le remplacement d'un salarié absent échappent aux règlementations de nombre de contrats successifs et de durée et de période de carence.

À LA SNCF

Région Paris-Montparnasse

LE NETTOYAGE DES TGV ATLANTIQUE EN GRÈVE

Les 250 employés de l'entreprise de nettoyage TSI travaillant dans les établissements SNCF de la région Montparnasse (Châtillon, Trappes, gare Montparnasse) sont en grève totale depuis mardi 22 février.

Après deux semaines de grève en septembre dernier, où la direction avait seulement lâché 50 F de prime (le salaire moyen net est de 4500 F primes comprises), les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader.

C'est à Châtillon (plus de 150 ouvriers), où est fait le grand nettoyage des TGV Atlantique, que la grève a démarré.

Depuis janvier, il faut faire 15 trains supplémentaires. Ça veut dire courir d'une rame à l'autre, nettoyer les nez en équilibre sur des voies en fosse, arroser même des rames sous tension. Un TGV doit être nettoyé de fond en comble en une demi-heure. Et si des trains arrivent en retard il faut quand même se débrouiller pour tout faire.

Maintenant, les patrons veulent changer les horaires. Pour certains cela voudrait dire travailler deux fois quatre heures avec trois heures de coupure entre les deux, sur notre temps.

Aujourd'hui, les travailleurs exigent 5 500 F net minimum, le retour aux anciens roulements et l'embauche des contrats à durée déterminée.

Le mouvement s'est étendu mercredi 21 février et jeudi 22 février à Montparnasse et Trappes. Les patrons ont fait venir un huissier, envoyé leurs mouchards se promener sur le chantier avec un magnétophone. Les CDD en service travaillent douze heures d'affilée, mais malgré les menaces des patrons, beaucoup d'entre eux ont rejoint la grève (il y a 40 CDD sur la région). TSI a même envoyé huit lettres de licenciements, espérant ainsi mettre fin à la grève.

Les patrons ont l'appui de la direction SNCF qui se joint à eux lors des rassemblements de grévistes dans le but aussi de les impressionner.

Lundi 26, tous les grévistes se sont retrouvés à Châtillon et sont partis en manifestation à une centaine dans les allées de l'atelier. Cela s'est remarqué et les cheminots, pour montrer qu'ils étaient aux côtés des grévistes, ont salué leur passage par des coups de sirène. Les chefs de TSI qui firent mine de vouloir empêcher la manifestation durent prestement s'éloigner.

Toute la semaine, les patrons ont tenté de faire pression en parlant de nombreux licenciements qu'ils seraient obligés de faire car, selon eux, la SNCF allait faire nettoyer les TGV en province.

Non seulement cela n'impressionna personne, mais au contraire, vendredi 2 mars, les grévistes montraient leur détermination en bloquant à 150 deux TGV à la gare Montparnasse pendant une demi-heure. Tous les pontes de la SNCF et de TSI présents faisaient grise mine. Lundi 5 mars les grévistes remettaient ça à Châtillon en bloquant un TGV.

TSI dit maintenant être prêt à céder 200 F d'augmentation. Mais mardi 7 mars, la grève continuait car si TSI est revenue sur l'ensemble des licenciements, elle continue à vouloir muter à Levallois une gréviste accusée de violence, et l'ensemble des travailleurs s'y opposait.

Correspondant L.O.

(AFP)

Gare de l'Est (Paris)

LE RECUL D'UN PATRON DU NETTOYAGE

A la gare de l'Est à Paris, les travailleurs du nettoyage de l'entreprise USP se sont mis en grève vendredi 2 mars à partir de 13 h 30.

Depuis des mois, ils exigent d'être payés le 2 du mois, mais chaque fois leur patron essaie de rabioter des jours. Là, la coupe était pleine et les travailleurs avaient prévenu leur patron que si les chèques n'étaient pas là en temps et en heure, ce serait la grève.

Le patron n'y a peut-être pas cru, mais il a bien été obligé de constater que ce n'était pas des paroles en l'air. Face à la grève, il décida de donner les chèques séance tenante. Mais pas de chance pour lui, une fois de plus, il y avait erreur sur les paies : les acomptes avaient été soustraits deux fois. Des ouvriers se retrouvaient avec des paies de 300 à 500 F. Devant la colère des grévistes, qui voyaient cela comme une provocation, il promettait d'apporter, dès le lendemain, les chèques complémentaires, s'engageait à payer les heures de grève et à donner la paie dorénavant le 2 ou le 4 de chaque mois.

Bien évidemment, le patron exigeait que le travail reprenne aussitôt mais là, pas question. Les travailleurs décidaient d'attendre l'assemblée générale du lendemain pour décider tous ensemble. Et le lendemain matin, en assemblée générale, les grévistes décidaient de reprendre le travail, après avoir obtenu la signature d'un protocole de fin de grève leur donnant satisfaction sur leurs revendications.

Correspondant LO

LES MÉTHODES D'UN MARCHAND DE SOMMEIL NOMMÉ SNCF

Au 31, rue de la Chapelle, dans le 18e arrondissement de Paris, la SNCF vient d'envoyer à 21 locataires une lettre leur enjoignant de quitter les lieux avant le 31 mars. Auraient-ils eu des retards de loyers ? Pas du tout. Auraient-ils enfreint le règlement intérieur ? Pas davantage. Non, ce que la SNCF leur reproche, c'est de ne pas être cheminots.

Mais cela, elle le savait quand elle leur a loué des chambres. Justement, ces dernières années, la SNCF avait du mal à remplir ses foyers. Sans doute à cause de la réduction d'effectifs et aussi vu l'état des foyers, le peu d'engouement pour y habiter. Pour les rentabiliser, elle avait alors décidé de les louer à d'autres travailleurs. Et peu lui importait que l'argent des loyers provienne de poches cheminotes ou non.

Dans le même temps, elle fermait des foyers comme celui du 78, rue de la Chapelle pour réaliser ainsi une belle plus-value immobilière, vu le prix du mètre carré à Paris.

Alors maintenant, il lui manque des chambres, comme par exemple pour les travaux TGV Nord pour lesquels elle fait déplacer des cheminots. Du moins c'est ce que dit la SNCF. Et elle n'hésite pas à jeter à la rue ces travailleurs sur qui elle s'est fait de l'argent pendant des années. Elle l'a déjà fait sur la région de Montparnasse, maintenant c'est au tour de la région Nord.

Au foyer Chapelle, depuis l'annonce des expulsions, plusieurs assemblées ont eu lieu. Un comité contre l'expulsion a été élu. Nous avons décidé de nous adresser aux cheminots du foyer, car les méthodes que la SNCF emploie, elle les a déjà appliquées avec le même mépris contre des cheminots et pourra le faire à l'avenir contre eux.

En délégation, vendredi 27 février, à la Gare du Nord dans le bureau des responsables logement, on a eu un accueil très humoristique : *«Alors, on va coucher sous les ponts ?»*. Puis ces responsables ont osé nous dire que la lettre d'expulsion était destinée à... nous aider dans la recherche d'un autre logement ! On lui a alors demandé de faire une lettre expliquant qu'en aucun cas il n'y aurait d'expulsion. Ce qu'ils ont évidemment refusé.

Nous sommes alors partis en disant notre détermination à ne pas nous laisser expulser. C'est bien ce que nous comptons démontrer dans les jours qui viennent.

Renault-Flins

FAIRE TOURNER L'USINE 20 HEURES SUR 24... ET LES OUVRIERS AVEC ?

Chez Renault, à Flins, l'usine fait actuellement 1 650 véhicules par jour, en régime horaire 2 × 8. Comme la plupart des constructeurs automobiles à l'heure actuelle. La Régie voudrait bien pouvoir produire plus sans avoir à faire de dépenses pour agrandir ses installations. Le projet patronal est donc d'ouvrir la production des chaînes de montage 20 heures sur 24, au lieu de 15 h 30 sur 24 actuellement, afin de passer à 2 000 voitures par jour.

Après trois mois de parlotes avec la direction pour instaurer la troisième équipe, et beaucoup de discussions dans les milieux syndicaux où une bonne partie des militants n'est pas prête à accepter n'importe quoi, le projet était soumis à la signature des syndicats, mardi 6 mars.

Que contient-il ? Très concrètement : deux minutes de réduction de temps de travail effectif par jour ; le report en fin d'équipe des 40 minutes de temps de repas, avec la possibilité de quitter l'usine avant le repas.

Deux horaires sont proposés : l'un qui commence à 5 heures, avec 170 F de prime de nuit partielle ; l'autre à 5 heures 30, sans les 170 F, le choix étant laissé sur ce point aux organisations syndicales.

L'horaire proposé s'établit ainsi :
- soit 5 h - 12 h 20 pour l'équipe du matin ; 12 h 20 - 19 h 48 pour l'équipe d'après-midi ; et, pour la nuit, 19 h 48 - 1 h 33 pendant quatre jours et 19 h 48 - 4 h 48 le cinquième jour.
- soit le tout reculé d'une demi-heure avec la promesse (!) de prendre à Flins des travailleurs de l'usine de Billancourt que la direction, dans le même temps, a condamnée à la fermeture, et l'embauche d'intérimaires.

Dès que le projet a été connu, CGC et CFTC ont annoncé qu'elles signaient des deux mains. Côté CGT, après une courte période d'hésitation, c'était relativement clair : non à tout ; avec quelquefois la variante : «35 heures et on discute». Mais cela n'a pas empêché les responsables du syndicat de soutenir la trentaine de caristes qui sont allés deux fois en délégation pour demander à commencer à cinq heures.

CFDT et FO ont décidé de voter pour la signature, après bien des discussions où les fédérations et les dirigeants syndicaux locaux ont déployé la grande artillerie pour convaincre les délégués d'ateliers de voter pour. Argument massue : si on ne signe pas, c'est la fermeture de l'usine. *«Contre la billancourtisation»* titre un tract CFDT ou encore : *«Dire non au projet, ce n'est pas un acte de dignité, c'est un non qui construit son propre cercueil même si l'enterrement n'aura lieu que dans quelques années».*

Dans les ateliers, dès l'annonce du projet, une minorité, petite mais déterminée, s'est prononcée contre le début du travail à 5 heures et quand CGT et CFDT ont appelé à un débrayage là-dessus, il y a eu 6 à 700 participants.

Mais devant l'absence de perspective sérieuse, le chantage de la direction qui parle de faire sauter la prime de 170 F, si on commence plus tard, fait apparaître qu'une bonne partie des ouvriers sont prêts à accepter les 5 heures du matin.

Alors la Régie va peut-être réussir son coup. Mais c'est «peut-être», parce que si tout cela a beaucoup agité les milieux syndicaux, les travailleurs des ateliers, eux, commencent seulement à mesurer les conséquences dans un sens ou dans l'autre. Le projet prévoit l'application début 1991 : d'ici là, il peut se passer bien des choses.

Correspondant LO

RVI-Vénissieux

APRÈS L'ACCORD RENAULT-VOLVO

Dès vendredi 23 février, de bonne heure, tout le monde discutait, dans les cars de ramassage, de Renault-Véhicules Industriels à Vénissieux, de l'accord Renault-Volvo annoncé à la radio le matin même.

Depuis, les informations données n'ont pas apporté beaucoup d'éclaircissements sur les conséquences de cet accord pour les travailleurs. Aussi beaucoup n'ont-ils pas vraiment d'avis et ils attendent de voir ce qui se prépare pour en avoir un. Certains pensent cependant que ce n'est pas mal et ils reprennent les arguments de la direction selon lesquels, pour affronter le marché de 1992, il faut des accords avec d'autres constructeurs. Et puis, beaucoup ont vu à la télévision des images sur les usines Volvo qui laissent rêveurs... Le syndicat FO reprend aussi ces arguments et la CFDT, après avoir demandé des «garanties» à la direction, fait remarquer que RVI ne pouvait pas rester en dehors des alliances au niveau international, et se dit finalement plutôt favorable à l'accord.

Mais pour beaucoup, il y a aussi de l'inquiétude. Pas tellement à cause des risques de dénationalisation, qui sont le clou sur lequel tape la CGT, sans beaucoup convaincre. En effet, tout le monde sait bien que c'est depuis la fusion Berliet-Saviem, dans le cadre de Renault, que les effectifs ont diminué de moitié, que les conditions de travail ont été aggravées et que les salaires ont été bloqués. Aujourd'hui, avec 15 ou 20 ans d'ancienneté, le salaire d'un ouvrier P1 dépasse à peine les 5 000 F net par mois. La nationalisation n'a donc vraiment pas été une protection !

Mais tous savent bien que les restructurations se traduisent, en général, par des licenciements. Aussi certains sont-ils très inquiets, en particulier à la fonderie, qui est vieille et démodée, alors que Volvo possède une fonderie ultra-moderne. De plus, l'accord survient dans une période où il y a une baisse du travail : bien des intérimaires ont été renvoyés, ce qui a encore augmenté la charge de travail pour les autres, et la direction parle de chômage technique pour le mois de septembre.

C'est pourquoi les sentiments à l'égard de l'accord sont très mitigés : à la fois de l'inquiétude, mais aussi l'espoir que l'accord pourrait amener du travail. Et puis aussi le sentiment que, malgré les changements de patrons, on se retrouve toujours avec les mêmes problèmes et que notre avenir dépendra avant tout de notre capacité à nous défendre contre les mauvais coups qui pourraient nous être préparés.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Compagnie Générale de Radiologie :

LES CAPITALISTES DE LA SANTÉ SE SOIGNENT AU LICENCIEMENT

La Compagnie Générale de Radiologie (CGR) emploie, en France, près de 2 500 personnes à produire, commercialiser, entretenir du matériel de radiologie médicale. C'est un secteur à la pointe de la technologie, où il y a sans cesse des innovations, un secteur où il y a des besoins immenses à satisfaire en France ou dans le monde, et pourtant un secteur où les dirigeants veulent supprimer 450 postes de travail en deux ans. Ce qui va se traduire d'abord par 250 licenciements «secs» et par la fermeture de l'usine de Stains (93) et des Etudes Ultra-sons à Buc (78).

La direction de CGR donne des tas d'explications à cette restructuration. Il y a d'abord la concurrence allemande. CGR accuse d'abord Siemens de vendre des scanners à perte pour rafler déloyalement les marchés, ensuite le gouvernement allemand qui protège son marché intérieur et enfin les commandes des hôpitaux français qui sont en baisse (deux fois moins d'autorisations d'achat de scanners, cette année, par le gouvernement).

Mais si une partie de ces explications est réelle, pourquoi serait-ce au personnel de payer pour les causes pour lesquelles il n'est nullement responsable ? Les dirigeants internationaux du trust dont dépend la CGR, la General Electric, en profitent, eux. Ils ne s'en cachent pas d'ailleurs. Ils avouent que ça doit continuer. Dans un document remis aux syndicats, on peut lire : *«l'important, c'est de maintenir la progression constante des dividendes versés aux 500 000 actionnaires mondiaux»*. Les travailleurs licenciés peuvent aller pointer à l'ANPE, à moins qu'ils ne trouvent à se faire embaucher dans la sous-traitance de CGR à des conditions moins intéressantes, comme la direction le prévoit cyniquement. La santé des actionnaires passe avant celle des salariés... même quand on se targue de produire du matériel médical ! Un autre exemple : on peut citer ce directeur qui se vante d'avoir réussi à réduire les effectifs d'un service financier au Canada de 40% ; en France il n'a réussi que d'un tiers ! Il faut faire des économies, pour que touchent ces directeurs, actionnaires et autres tondeurs de coupons, parasites en tout genre. Au niveau de tout le trust, ils se sont partagé 3,4 milliards de dollars, soit plus de 20 milliards de francs de bénéfices réalisés en 1988.

C'est cela la logique capitaliste dans le domaine de la santé comme ailleurs.

Ph. Arc

General Electric

Fondé par Edison, l'inventeur de la lampe à incandescence, le trust General Electric a diminué, ces dernières années, son effectif de 100 000 emplois ; soit le quart de son effectif total. Il a réalisé un bénéfice de 3,4 milliards de dollars en 1988, soit un taux de profit de 6,8% et envisage de faire mieux.

En France, General Electric a racheté en 1987 sa filiale CGR à la Thomson. Il a déjà supprimé, en 1988, 450 emplois sur les 3 300 existants.

Dans le Morbihan :

LES BORNES DE LA POLLUTION SONT DÉPASSÉES, LE PRÉFET DÉPLACE LES BORNES

Le problème de l'eau ne se pose pas que pour les marques Perrier ou Hépar, on n'est pas obligé de les acheter... Ce qui est bien plus grave, c'est que l'eau du robinet devient de plus en plus impropre à la consommation. Entre autres polluants, le nitrate atteint des taux records ; ainsi, dans le Morbihan, le taux maximum autorisé, qui est de 50 mg/litre, est-il dépassé dans 34 communes.

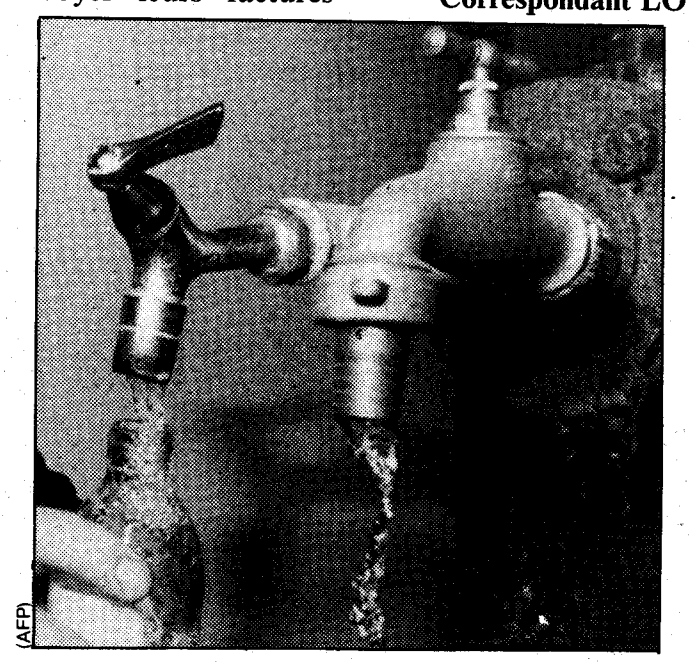
Eh bien, face à ce problème, le préfet du Morbihan n'a fait ni une ni deux : il a décidé d'accorder des dérogations pour un mois à ces communes ; l'eau continuera d'être distribuée au robinet, à condition qu'elle ne dépasse pas... 70 mg/litre en nitrate.

Cet arrêté du préfet, pris fin février, précise que cette eau ne doit être bue ni par les nourrissons ni par les femmes enceintes. Alors, ces personnes qui payent pour un service d'eau «potable», vont-elles devoir envoyer leurs factures d'eau minérale au préfet ?

Et les autres, celles qui vont continuer à consommer l'eau du robinet, comme ça paraît tout de même normal, vont prendre des risques pour leur santé.

Visiblement, la Santé publique, ça n'émeut pas trop les «autorités publiques» !

Correspondant LO


(AFP)

Château-Thierry (Aisne) :

LES LYCÉENS MANIFESTENT : "NON AUX LYCÉES-POUBELLES !"

Vendredi 23 février, au lycée Jean de la Fontaine de Château-Thierry (Aisne), lycée regroupant 1400 élèves (classique et quelques sections de BEP), des élèves de Terminale C ont décidé de ne pas aller en cours à 14 heures. Ils voulaient protester contre les conditions déplorables dans lesquelles s'était déroulée la semaine de bac blanc, et contre l'état général du lycée (les fenêtres ne s'ouvrent plus, la cantine est trop petite, la façade s'effrite...). Ils furent suivis par l'ensemble des élèves.

L'administration du lycée s'est déclarée alors solidaire de leur protestation. Depuis le début de l'année scolaire, des travaux doivent avoir lieu mais ni la mairie ni le Conseil régional (se renvoyant la balle) ne se décidaient à débloquer l'argent nécessaire.

Les jours suivants (samedi, lundi), les cours reprirent normalement. Et le mardi matin 27 février, l'arrivée au lycée de 200 élèves du collège Racine, protestant eux aussi contre les conditions de travail dans leur collège (vieux collège dont le toit a été emporté par la tempête) et criant *«Jean Laf avec nous»*, a décidé tout le monde. Environ 800 lycéens sont sortis de cours. Une manifestation a été décidée pour l'après-midi, où 1200 élèves du lycée et du collège, rejoints par 150 élèves du LEP, ont manifesté dans les rues de Château-Thierry, bloquant la circulation et criant : *«Non aux lycées poubelles»*. Devant l'hôtel de ville, le maire, Dominique Jourdain, avocat PS, a reçu des délégués et leur a dit... que la mairie ne pouvait rien à leurs problèmes, que c'était l'affaire du Conseil régional.

A ce moment-là, la moitié des délégués estimait que le mouvement avait assez duré, les autres pensaient qu'il fallait continuer. Et le lendemain, 700 lycéens poursuivirent la grève et élurent un comité de grève de 14 personnes. Ils apprirent la venue le lendemain, au Conseil d'administration du lycée de Pottel, du conseiller régional chargé des affaires scolaires. Le comité demanda à être reçu par lui. Ce fut accepté.

Le jeudi 1er mars, seule une minorité, dont le comité, fit grève. Le soir, le conseiller régional annonçait que la région débloquait 45 millions de francs pour les travaux du lycée qui devraient commencer dans un mois. A suivre...

MUSIC BOX

de Costa Gavras

avec Jessica Lange

Il est difficile de voir le nouveau film de Costa Gavras, *Music Box*, sans être bouleversé par cette tragédie que l'on voit s'ouvrir, progressivement, au sein d'une famille sans histoires d'Américains moyens.

Le père est un réfugié hongrois, venu aux Etats-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La fille, interprétée par Jessica Lange, a fait des études et a réussi ; elle est avocate, une des meilleures de Chicago, paraît-il. Mais un jour une lettre arrive. A la suite de l'ouverture des dossiers de la guerre, une enquête est ouverte. Le père est accusé d'être non un simple réfugié de guerre, mais un ancien tortionnaire des *Croix fléchées*, les nazis hongrois.

Ann, l'avocate, nourrit une grande affection pour son père et celui-ci semble, à première vue, un brave homme qui la mérite tout à fait. Ann ne doute pas un instant qu'il y a erreur et, puisqu'elle est avocate, elle décide qu'en personne elle défendra son père. Ce faisant elle se piège elle-même. Elle est confrontée aux accusations, aux témoignages et, tout en continuant à jouer son rôle d'avocate qui, quoi qu'il arrive, doit continuer de défendre un client même indéfendable, elle prend petit à petit conscience que ce père qu'elle aime tant a peut-être en effet été cet homme qui torturait, violait, massacrait sans pitié.

Costa Gavras ne s'étend guère sur l'arrière-plan politique de l'affaire, sinon pour rappeler qu'au lendemain de la guerre, les services secrets américains n'eurent pas de scrupule à faire reprendre du service aux anciens nazis, bien utiles pour leurs compétences acquises dans la lutte contre les résistants et notamment ceux des partis communistes. Il y aurait évidemment de ce côté-là beaucoup à dire, et notamment à s'interroger sur cette démocratie américaines – ou française – qui se donne bonne conscience en pourchassant, cinquante ans après, les anciens criminels de guerre nazis, mais qui entretemps en a engendré d'autres, au Vietnam par exemple ou bien en Algérie.

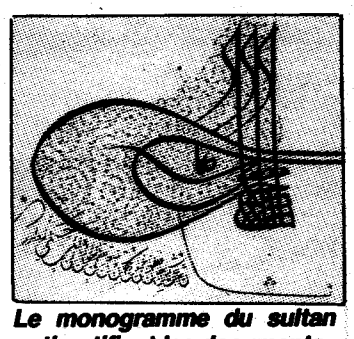
Du coup, le film reste centré sur le drame personnel que vit la jeune avocate. Jessica Lange, très émouvante, sait le faire partager pleinement. On comprend à la fin du film que la justice américaine, finalement, fera son œuvre... du moins dans ce cas. Mais cela soulève aussitôt une autre question, à laquelle le film de Costa Gavras ne donne pas de réponse : à quand une société humaine qui ne se contentera plus de punir, cinquante ans après, les monstres qu'elle a produits... mais qui cessera d'en produire ?

André FRYS

EXPOSITION

au Grand Palais à Paris

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE



Le monogramme du sultan authentifiant les documents.

Jusqu'au 14 mai, au Grand Palais, plus de trois cents objets de toute beauté, que l'on n'avait jamais vus en France, tableaux, armes, céramiques, lettres, miniatures, étoffes, livres enluminés, tapis, jeux d'échecs, témoignent de la splendeur et du luxe de l'empire turc à son apogée.

L'exposition *Soliman le Magnifique* a été précédée, le jour même de son inauguration, par le matraquage, par la police française, de manifestants kurdes venus protester contre la dictature de Turgut Ozal, l'actuel président de la Turquie. Une intervention musclée que Soliman le Magnifique n'aurait sûrement pas désavouée...

Soliman (1494-1566), lorsqu'il succéda à son père, Selim 1er, en 1520, n'avait que vingt-six ans, mais il était déjà à la tête d'un empire, constitué par les guerriers d'Osman et ses successeurs. Ceux-ci, venus d'Asie Centrale, profitant de la décomposition de l'empire byzantin, s'étaient emparés de la péninsule balkanique puis en 1453 de Byzance, en 1514 de la Perse, enfin de la Syrie et de l'Egypte en 1517.

L'empire turc était maître d'une partie de l'Asie, Soliman le Magnifique, lui, porta la guerre sainte en Europe orientale. Belgrade tomba en 1521. Les Turcs occupèrent la Hongrie et en firent un Etat vassal, mais échouèrent devant Vienne en 1529. Soliman, très au fait de la politique européenne, fut l'ennemi juré de Charles-Quint, auquel il fit la guerre en Hongrie et au Maghreb, et l'allié de François 1er, ce qui permit aux galères turques de prendre leurs quartiers d'hiver à Toulon, vidé au préalable de ses habitants, en 1545.

Soliman, Süleyman le Législateur pour ses sujets, fut non seulement un guerrier mais aussi l'organisateur de l'empire turc qui perdura jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, qui le rétrécit aux dimensions de la Turquie actuelle.

Süleyman, *«Ombre de Dieu sur la terre»*, guerrier, administrateur et poète, fut aussi un mécène, constructeur de nombreuses mosquées à Istanbul, Edirne, etc. La carrière de Sinan, son architecte favori, ancien esclave chrétien, bâtisseur de dizaines de mosquées, hôpitaux, aqueducs, etc. est relatée dans un bel audio-visuel en fin de visite.

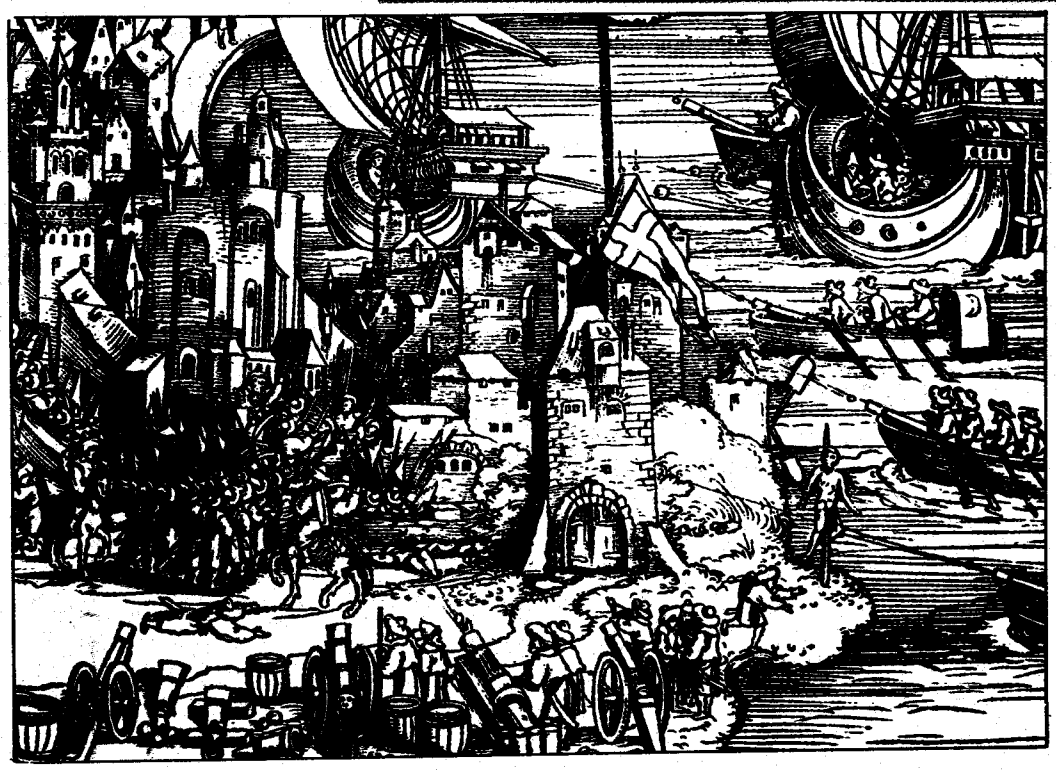
Cependant, malgré ses splendeurs, l'art décoratif ottoman, sa richesse ostentatoire, sa calligraphie précieuse, son architecture opulente, résultat de l'acquis byzantin, arabe, perse et même mongol, ne put engendrer un style, une culture artistique et une civilisation spécifiques. Malgré son étendue, sa richesse, l'empire turc était marqué par son absolutisme bureaucratique et la toute-puissance de l'armée dans l'Etat. Cette machine de guerre devait sa force à ses canons, à sa cavalerie, à sa flotte, mais aussi surtout à ses janissaires, des chrétiens razziés et convertis à l'Islam, esclaves personnels du despote avant qu'ils ne fassent et défassent à leur tour les sultans. Dans une telle société, les artistes, qui ne sortaient pas de la surveillance étroite du Sultan, n'eurent guère les moyens de faire de leur art un véritable mode d'expression.

L'Europe du Moyen Age était venue se civiliser au contact de l'empire arabe. L'empire turc, lui, fut bien loin de jouer le même rôle. Car au 16e siècle, l'empire turc, lui, était confronté à l'Europe de la Renaissance en pleine ascension, celle de Léonard de Vinci, de Michel-Ange, de Raphaël, de Breughel.

L'art turc de l'époque de Soliman le Magnifique tel que le montre l'exposition, est sans doute souvent... magnifique. Mais on ne peut que sentir combien il reflète une société despotique, esclavagiste, qui sous Soliman brillait, en fait, de ses derniers feux avant de sombrer dans une longue décadence.

Gil LANNOU

Süleyman à cheval.



La prise de Rhodes par les Turcs en 1522.

Nicaragua

Après la victoire de l'opposition anti-sandiniste

LA COEXISTENCE CHOISIE ET FORCÉE

Au Nicaragua, malgré son succès aux présidentielles, 54,7% des voix au profit de Violeta Chamorro, la coalition UNO n'a pas eu la majorité absolue aux législatives. Avec ses 39 sièges au Parlement, le FSLN disposerait d'une minorité de blocage. L'UNO, avec 51 sièges, n'a ni la majorité absolue, ni la possibilité de modifier la Constitution. La recherche d'un terrain d'entente entre l'UNO et les sandinistes est donc inscrite dans le rapport de force électoral, tel qu'il est sorti du scrutin du 25 février dernier. Mais il est aussi inscrit dans l'histoire du pouvoir sandiniste.

En acceptant les élections «libres» sous surveillance internationale, après avoir accepté le plan de paix pour l'Amérique latine en 1987, puis après avoir proprement «lâché» les guérilleros salvadoriens lors du sommet de Costa Rica en décembre dernier, le gouvernement sandiniste s'était précipité publiquement dans une voie qui était celle de la composition. Il faut dire que le rapprochement URSS-USA et la rencontre Bush-Gorbatchev, ne lui laissaient guère d'autres perspectives.

Mais il faut rappeler que depuis le début, le régime sandiniste, que la presse de droite présente comme marxiste, révolutionnaire pur et dur, ne demandait qu'à être reconnu, accepté. Accepté par la bourgeoisie nicaraguayenne, reconnu par les instances internationales, toléré par les Etats-Unis. C'est l'attitude des Etats-Unis qui l'a amené petit à petit à se raidir et à se tourner vers Cuba et l'URSS. Malgré le minage des ports, le blocus commercial, la guerre des Contras financés par l'impérialisme US, le régime sandiniste s'est toujours montré soucieux de payer les intérêts de la dette, de ménager la bourgeoisie nicaraguayenne, la hiérarchie ecclésiastique, même s'il y a eu des moments de crise et des mesures contradictoires successives. Cette politique était déjà une politique de composition.

Incontestablement populaire à ses débuts, le pouvoir sandiniste s'est usé dans cette politique de composition. La réforme agraire ? Elle n'a commencé à vraiment prendre forme qu'en 1985, six ans après le renversement de Somoza et après que, en certains endroits, les paysans nicaraguayens se sont d'eux-mêmes attaqués aux terres des grands propriétaires. Or le FSLN prétendait que sa base populaire était la paysannerie. La classe ouvrière ? Elle a traversé des années entières sans avoir le droit de faire grève. La mobilisation populaire, puis la conscription pour lutter contre les Contras, l'énorme effort de guerre qu'il a fallu soutenir ont achevé de ruiner une situation économique qui, au-delà du blocus, portait en elle toutes les tares des pays pauvres, endettés, soumis au marché mondial, dominés par l'impérialisme.

La victoire des sandinistes en 1979 a certainement représenté, pour les classes pauvres du Nicaragua et de toute l'Amérique centrale, un espoir. Mais en tournant le dos à une politique vraiment révolutionnaire, le FSLN s'est lui-même engagé dans une impasse, masquée un temps par la mobilisation et les succès de la guerre contre la Contra.

Aujourd'hui, le FSLN parle lui-même d'erreurs graves. Et après dix ans d'efforts, de luttes, de sacrifices consentis ou imposés au peuple, le revoilà à son point de départ, forcé de composer avec Violeta Chamorro, qui fut membre du premier gouvernement sandiniste, avec Alfredo Cesar qui fut directeur de la Banque centrale du Nicaragua jusqu'en 1982 ; bref, avec ces représentants de la bourgeoisie nicaraguayenne avec qui il avait partagé le pouvoir, et qui, peu à peu, devant l'intransigeance des USA, avaient quitté le navire.

Restent aujourd'hui toutes les questions pour l'immédiat et pour l'avenir :

Comment se fera la transition, le partage : désarmement des Contras, contre la fin de la conscription ? Reconversion des cadres sandinistes de l'armée dans l'administration ? Que restera-t-il dans quelques mois de l'UNO, cette coalition hétéroclite qui va de la vraie droite à la fausse gauche représentée par les deux Partis Communistes nicaraguayens, le PSN et le PCN ? (Il n'y a pas de trotskystes dans l'UNO contrairement à ce qu'écrit *L'Humanité)* ?

A part l'aide américaine, qui semble difficile à débloquer, et la fin du blocus commercial, quels sont les atouts de Chamorro et de la bourgeoisie nicaraguayenne ? Aucun ou presque, car le Nicaragua est un petit pays, ravagé par l'inflation et la crise qui frappent de plein fouet toute l'Amérique latine, et qui ne peut donc que se précipiter dans un endettement de plus en plus important.

Chamorro après sa victoire électorale.

Silvio / Gamma

Carlos Angel / Gamma

Manifestation sandiniste à la suite des élections.

Chamorro et les sandinistes, rivaux mais forcés de coexister dans la nouvelle situation, vont mener des négociations en forme de chantage, pour préparer un avenir qui de toute façon est bouché par l'impérialisme. Mais si les négociations – ce qui est peu probable – aboutissaient à une rupture et à un affrontement, les classes populaires du Nicaragua ne pourraient mettre leurs espoirs dans les sandinistes qui représentent une impasse historique.

La révolution à venir devra être socialiste et internationale. Il n'y a pas d'autre avenir.

Colette BERNARD

Roumanie

LES GOUVERNEMENTS PASSENT, LES POLICES RESTENT

En costume rayé et la boule à zéro, c'est ainsi que les autorités roumaines ont montré qu'elles faisaient passer en jugement deux douzaines de responsables de la Securitate.

Ceux-ci, lors de l'audience, ont contre-attaqué. Selon eux, à Timisoara, c'est l'armée qui a tiré... Cette même armée qui a ensuite changé de camp et a renversé Ceausescu. Plus même, les généraux Stanculescu et Chitac, actuellement respectivement ministres de la Défense et de l'Intérieur, seraient les vrais responsables du massacre.

Bien sûr, cela n'est pas suffisant pour blanchir les hommes de la Securitate. Mais c'est probablement vrai, car selon tous les témoignages, c'est bien l'armée qui a tiré à Timisoara même si, par la suite, on a prétendu que c'était... des agents de la Securitate *«déguisés en soldats»* ; cette même armée qui, aujourd'hui, en organisant la mise en scène de tels procès, voudrait faire oublier que le dictateur Ceausescu s'appuyait sur une police, une armée, une administration, formées de centaines de milliers et même de millions d'individus, ceux-là même qui aujourd'hui continuent d'exercer le pouvoir réel, derrière la façade d'un nouveau gouvernement composé d'hommes qui, eux aussi, ont largement trempé dans la dictature précédente.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995